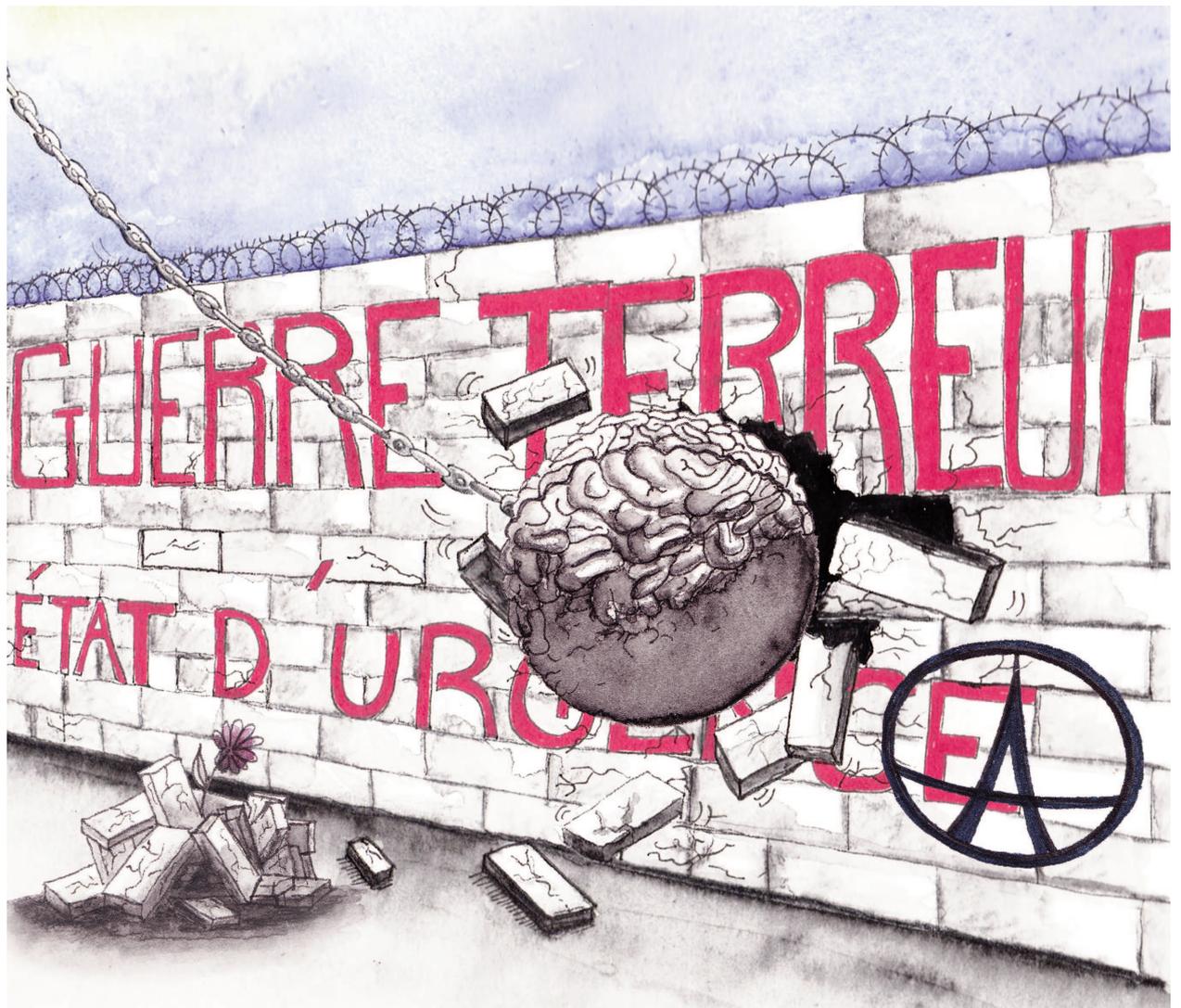


ANARCHO SYNDICALISME

ISSN 1240-0009
CCPAP 0916 S 89086

**GUERRE, TERREUR, ETAT D'URGENCE
SEULE LA RAISON PEUT S'OPPOSER À LA FOLIE**



DOSSIER PARIS 13 NOVEMBRE /// SEULE LA RAISON PEUT S'OPPOSER À LA FOLIE : LA GUERRE, DANS TOUS SES ETATS /// ISLAMISME POUR UNE APPRO-
CHE RATIONNELLE /// IMPERIALISME : LA PENSEE ZOMBIE /// DES LIAISONS DANGEREUSES /// ISLAM / CATHOLICISME : LUTTE POUR LES PARTS DE MARCHÉ
/// COMMUNIQUE SUITE AU MASSACRE DU 13 NOVEMBRE A PARIS /// L'ETAT D'URGENCE, C'EST ÇA

EXPLOITATION - MACRON RETOUR VERS LE FUTUR : EN ROUTE VERS L'AUTO-EXPLOITATION /// A VOTRE SANTÉ ! /// MARE DE LA PROFITATION /// SIVENS, LUCI-
DES ET DÉTERMINÉS /// **INTERNATIONAL - COMME UN ROMAN : ENRIC MARCO, L'IMPOSTEUR** /// POINT SUR LA REPRESSION DANS L'ETAT ESPAGNOL ///
RETOUR DE SYRIE /// PENDANT LA MINUTE DE SILENCE LA DESTRUCTION DE HLM SE POURSUIT /// FOLIE DESTRUCTRICE /// VARIA

2 EUROS /// N°147
DECEMBRE 2015- JANVIER 2016

CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

Seule la Raison peut s'opposer à la Folie

LA GUERRE, DANS TOUS SES ETATS

Ironie de l'histoire, passée quelque peu inaperçue, ce 11 novembre 2015, les magasins étaient ouverts. A peine clôturé, en 2014, le centenaire de la première guerre mondiale, qu'il n'était plus question de mémoire mais de profits. Aux oubliettes, les réflexions sur l'escalade belliciste à l'origine de cette boucherie, sur les souffrances indicible des soldats, sur la terrible injustice des « fusillés pour l'exemple »... En cette date commémorative, il n'y avait vraiment plus rien de nouveau à l'Ouest, sinon cette injonction de travailler tous les jours pour acheter tous les jours.

ETAT DE VIDE : LA FABRIQUE DES INSENSÉS

Après le massacre de masse du « 13 Novembre », devant la chute de la consommation, Macron chantre du travail du dimanche, apôtre de la déconstruction du temps commun et de la destruction mémorielle de ce 11-Novembre a évoqué en guise d'explication une « perte de repères ». Il aura donc fallu un carnage pour que ce phare du modernisme économique commence à avouer que sa politique cynique, que la perte de sens sur l'autel des marchés, n'est qu'une fabrique à insensés.

Cette montée de l'insignifiant se retrouve dans l'indigence des discours politiques que nous avons du subir. Hollande a donné le top départ dès sa première allocution guerrière. Il a tourné en rond autour du thème de la peur : « Ce que les terroristes veulent, c'est nous faire peur, nous saisir d'effroi. Il y a effectivement de quoi avoir peur, il y a l'effroi... ». En face l'extrême-gauche a ressorti son bréviaire du XIXe siècle pour dénoncer les interventions impérialistes (comme si la Tunisie, cible majeure des islamistes nourrissait des visés impérialistes envers qui que ce soit) et cela, elle n'est pas à une contradiction près, tout en continuant à demander une intervention occidentale pour soutenir les Kurdes du PKK. Du mauvais Clemenceau contre du mauvais Jaurès ! Pour finir sur ce rapide état des lieux, les observateurs retiendront que le 13 novembre nous som-

mes entrés en guerre au soir de la... « Journée mondiale de la gentillesse ».

Tout ceci n'est pas seulement un enchaînement de naïseries abrutissantes mais signale ce qui domine notre époque : le vide sidéral de la pensée qui rend possible toutes sortes de folies collectives.

« ETATS SANS RAISON » VERSUS « EXIGENCE DE RATIONNEL »

Les « gentils contre les méchants », le « Bien contre le Mal »,... si la pensée religieuse est une pensée magique et simplette, la pensée nationaliste l'est tout autant. Dieu n'existe que pour ceux qui veulent bien y croire et la Nation (ou en d'autres temps la « Classe ouvrière » mythifiée) n'est pas un organisme supérieur à l'individu. L'un et l'autre renvoient une image négative de celui qui ne partage pas les mêmes croyances, qui n'a pas le même Dieu ou la même Nation. Le mauvais, c'est toujours l'autre. Si l'on continue sur ce lamentable chemin, il y a de quoi nourrir effectivement de longues, très longues guerres. Car, dans les deux cas, domine cette idée absolument folle que des constructions imaginaires telles que Dieu ou la Nation sont supérieures à l'individu, à sa liberté et à sa vie ; en fonction de quoi chacun peut facilement trouver de mauvaises raisons de massacrer l'autre.

Dans notre actualité, pour nous libertaires, inverser cette donne criminelle c'est déjà remettre dans le bon sens la relation entre les abstractions idéologiques et le concret des existences des individus et donc de leur liberté.

Au quotidien c'est défendre non pas simplement une pensée laïque, dont l'inconvénient est qu'elle peut s'intégrer au nationalisme, mais défendre une pensée rationnelle. En fait l'enjeu est bien de sortir d'un manichéisme propre à favoriser la polarisation belliciste pour rentrer dans un débat qui traverse tous les individus : celui de la Raison et du raisonnable. .

SUITE EN PAGE 3

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémy, 31000 TOULOUSE

contact@cntaitoulouse.lautre.net

ABONNEMENTS

Tarif normal : 10 €

Abonnement de soutien : 20 € ou plus

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3 087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES 7, rue St Rémy,
31000 Toulouse

POUR TOUT PROBLEME D'ABONNEMENT :

abonnement@cntaitoulouse.lautre.net

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR DE VOTRE ABONNEMENT

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. S'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS
RESERVE D'ÊTRE SUIVIE DE LA MENTION :

Anarchosyndicalisme ! n°147,
cntaitoulouse.lautre.net

ANARCHOSYNDICALISME ! Organe de l'U.R. Midi-Pyrénées de la CNT-AIT
IMP SPE - Edité le 1er déc. 2015 Directeur de la publication : Entremond

GUERRE ASYMÉTRIQUE / TERREUR / ETAT D'URGENCE

Dans les médias, les experts se sont succédé pour nous expliquer que nous serions en train de vivre une « guerre asymétrique ». La guerre asymétrique est une stratégie militaire destinée à prolonger un conflit armé ; elle est menée par le plus faible contre le plus fort. C'est la petite guerre, la guérilla. De très nombreuses guérillas ont été menées sans pratiquer la Terreur, sans pratiquer des massacres de masse. Ce fut le cas en France, entre 1940 et 1944, dans un conflit asymétrique mené par les Maquisards contre les nazis, ce fut aussi le cas en Espagne avec des actions menés par des groupes de résistance anarchiste au franquisme.

La Terreur est tout autre chose. C'est une stratégie politique. Ses manifestations, au contraire de la guérilla, sont toujours le fait du fort contre le faible. Adossée à toutes sortes d'idéologies, dont le point commun est le mépris absolu de la vie humaine, la férocité assumée de la Terreur s'exerce en vue de la conquête du Pouvoir ou du maintien dans celui-ci.

Historiquement, la relation que la Terreur entretient avec son but, la domination totale de l'homme par l'homme, nous renvoie à ce qui est aussi la substance de l'Etat. C'est pourquoi, si tous les Etats ne pratiquent pas la terreur, tous les Etats en ont la capacité*1.

Entre la guerre asymétrique et la Terreur, il existe donc une distinction fondamentale qui aurait dû sauter aux yeux de tous.

Si la confusion est rarement levée, c'est que le concept de terrorisme a été l'objet pour le Pouvoir d'une commode inversion de valeurs. Tout au long du XXe siècle, les Pouvoirs les plus totalitaires n'ont pas hésité à qualifier de « terroristes » ceux qui n'étaient que des Résistants. Le procédé rhétorique est bien connu : « *Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage* ». Un marqueur de dérive totalitaire est d'ailleurs la facilité avec laquelle le Pouvoir se permet de traiter ses opposants comme des terroristes ou de les qualifier de tels. Nous en retrouvons, hélas, les germes dans l'utilisation de l'actuel état d'urgence.

Déjà, certains responsables politiques et administratifs commencent à utiliser l'état d'urgence contre de simples opposants à tel ou tel de leurs projets. Il s'agit là d'une faute gravissime car en agissant ainsi, ils font le jeu de Daesch et de sa folie criminelle. En traitant, pour satisfaire de petits calculs politiques du moment, toute contestation politique et sociale comme si elle était similaire à la Terreur semée par Daesch, non seulement « *ils donnent plus d'eau au poisson* », mais ils augmentent fatalement le néant réflexif et la confusion, deux facteurs qui ne peuvent faire qu'accroître le pouvoir d'attraction des fanatiques.

**POUR LA LIBERTÉ MALGRÉ L'ÉTAT.
CAPACITÉS D'UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE**

On peut comprendre la subtilité qui consiste à ne pas vouloir nommer Daesch pour ce qu'il est réellement dans sa substance, mais, de fait, là où il a déjà le pouvoir,

Daesch pratique la terreur d'Etat, en s'appuyant sur un corpus idéologique religieux totalitaire et en soumettant une population de 10 à 12 millions d'individus. On peut comprendre également les discussions théoriques autour du terme de « fasciste » - on trouvera d'ailleurs, dans les pages qui suivent des remarques sur ce sujet comme sur plusieurs autres évoqués ici. Mais d'un point de vue opérationnel, qu'on nomme cela comme on voudra, les conséquences sont les mêmes que si nous étions face à un Etat fasciste développant une dynamique d'expansion qui nous concerne directement en ceci qu'elle touche nos lieux et modes de vie.

Nous n'avons rien à attendre de ces politiciens minables qui profitent de l'état d'urgence pour régler des comptes avec des opposants politiques, nous n'avons rien à attendre des intellectuels munichois qui, comme Onfray, parlent déjà de négocier avec Daesch comme d'autres parlaient hier de censurer le blasphème, nous n'avons rien à attendre de ces syndicalistes qui, tel celui-ci, érucitent que « *Il vaut mieux avoir un événement organisé, encadré, que des choses qui fleurissent spontanément* »*2

Ce que ces agissements et ces dires nous apprennent aujourd'hui confirme notre expérience historique : dans la lutte contre le fascisme, ce n'est surtout pas dans l'Etat et ses satellites mais dans la société que nous devons mettre nos espérances.

D'ores et déjà il faut saluer la solidarité dont la population a spontanément fait preuve - malgré les discours politiques l'appelant à la plus grande passivité.

Oui, saluons les actions spontanées de solidarité qui ont fleuri lors de ces journées tragiques. Saluons toutes ces actions d'individus libres et courageux, de celles et ceux qui ont spontanément ouvert leur porte aux rescapés ensanglantés du 13 Novembre, des personnels de santé qui spontanément (et malgré un mouvement de grève) se sont rendus dans les hôpitaux pour soigner les centaines de blessés, des personnes qui, spontanément et par milliers, ont donné leur sang au matin du 14 novembre.

C'est autour de ces capacités de réponse individuelle et collective, de solidarité, c'est en encourageant une réflexion rationnelle, capable d'envisager toutes les éventualités, que les anarchosyndicalistes doivent participer à la résistance populaire et autonome pour défendre le plus précieux de tout : la Liberté.

1.- L'idée d'inspirer de la crainte comme préalable à la soumission est en effet très ancienne. Elle se trouve déjà dans un propos célèbre de Caligula : « *Qu'ils me haïssent, pourvu qu'ils me craignent !* ». Machiavel a bien explicité l'emploi de la Terreur comme arme politique « *Or, se réemparer du pouvoir voulait dire, selon eux, renouveler cette terreur et cette crainte qu'ils avaient su inspirer à tous les esprits au moment où ils s'en étaient emparé.* », « Discours sur la première décade de Tite Live », livre III, chapitre 1. 2.- Bernard Debedan, un des secrétaires départementaux FSU, le vendredi 20 novembre sur « Direct matin ».

ISLAMISME

POUR UNE APPROCHE RATIONNELLE

Après les événements du 13 Novembre, il est essentiel de revenir sur le « phénomène » islamiste en se débarrassant du côté spectaculaire. Partout et avec insistance, il nous est présenté comme totalement, nouveau, étranger et différent à notre société et à notre histoire. Mais, dès que l'on s'informe un tant soit peu, il s'avère qu'il n'est pas si éloigné de ce qui fait l'histoire commune de l'humanité, malgré un discours dominant particulièrement chauvin qui tend à occulter ce fait.

L'islamisme met constamment en avant sa (prétendue) singularité*¹ et revendique une ascendance authentique par l'usage du spectaculaire et d'une violence féroce, tout en se posant, lui-même, comme le destin postcolonial inévitable des populations, des territoires et même des continents « islamiques ».

Phénomène récent mais posé, tant par ses défenseurs que par ses détracteurs, comme un creuset transhistorique de tous les musulmans, la « civilisation musulmane » serait seule dépositaire du « sens » et conditionnerait, dès lors et inexorablement, les pensées et les actions de tous les musulmans (et, par une abusive dérive, de tous les « arabes »). Devenant soudain des Êtres sur-islamisés, ils sont, alors, censés créer des systèmes « islamiques » totalement différents de ceux existants, dans le cadre d'une culture totalisante englobant tous les domaines (économie, politique, législation, sciences, archéologie... et même vestimentaire ou pileux)*², et dont le caractère, à la fois, orthodoxe et ultra-simpliste l'emporterait sur la complexité encombrante de l'économie, de la société, de l'histoire... bref de la vie.

Prétendant ne pouvoir être reconnu qu'en ses propres termes*³, l'islamisme est d'une cohérence interne prodigieuse*⁴. Partant de là, il se présente comme étant le seul à pouvoir décrire et à pouvoir expliquer de façon adéquate tout ce qui concerne les populations et les pays dits musulmans ainsi que toute leur histoire et tout ce qui les concerne*³; et il fait injonction à l'ensemble des musulmans de retourner à ce qui les constituerait essentiellement, à leur supposée nature transhistorique dont l'intégrisme serait l'expression sanglante, mais adéquate.

Cette vision des choses entre en totale résonance avec le relativisme des anthropologues postmodernes, lesquels ont « innové » en déterrants une ethnologie de la classification (sortie tout droit du XIXe siècle) dont l'appareil conceptuel a pourtant été disqualifié par l'avancée des sciences. Ainsi, d'après les postmodernes, la connaissance ne serait pas liée à la cognition, mais à la reconnaissance d'un « soi collectif » à travers une iconostasie disqualifiant toute attitude rationnelle au profit d'une auto-référence intrinsèquement affective.

Cette position idéologique nourrit le discours postcolonialiste dont nous avons eu un pathétique échantillon à

Paris-même, peu de jours avant le massacre, le 31 octobre 2015*⁵. La défense de la singularité, qui déclare l'irréductibilité de la différence, mène à l'essentialisation de l'identité et à sa réduction en clichés se voulant inattaquables, qu'elle se présente sous un angle xénophobe ou xénophile. Cette vision des choses s'est insinuée dans la société d'aujourd'hui et mine l'opinion publique, sans que celle-ci puisse entendre d'autres sons de cloche.

L'approche de la culture d'islam ne pourrait donc se faire qu'à travers l'identification ou l'adhésion à cette religion car, bien trop « spécifique », elle serait inaccessible à toute approche rationnelle. De façon tout aussi pernicieuse, le postmodernisme affirme, dans un même temps, que les catégories d'origine occidentale sont, elles aussi, intransitives, entièrement réductibles à leurs origines, qu'elles leur sont ontologiquement destinées et, par conséquent, qu'elles sont inapplicables - en tant que catégories descriptives et explicatives - à la « communauté musulmane ».

Il ne fait pourtant aucun doute qu'on peut*⁶ aborder le phénomène islamiste tout à fait rationnellement, en reprenant, en particulier, les conditions de son émergence, laquelle est, et bien que cela ne soit pas diffusé, très récente.

BRÈVE APPROCHE HISTORIQUE

Les phénomènes politiques islamiques sont apparus dans les années 1920-30' (dans la période-même qui voyait l'émergence en Europe des mouvements fascistes : Italie, Allemagne, Espagne...) autour, notamment, d'une jeune milice marginale, pieuse et protofasciste. Chemises brunes, chemises grises, vertes ou bleues... ces jeunes étaient principalement actifs en Egypte et en Syrie et, dans une moindre mesure, dans la zone d'influence de ces pays.

Dans les années 1950-60', les mouvements islamistes connaîtront une grande prospérité financière, grâce aux agences pétro-islamiques et aux organismes obscurantistes « d'éducation »*⁷ qu'elles avaient créées*⁸. Ils étaient portés par un contexte international dominé par la doctrine Truman, dont le cheval de bataille était l'endiguement du communisme qui se déployait rapidement aux quatre coins du globe. Dans le monde arabe, la doctrine Truman se traduisit par un choc frontal contre les nationalismes arabes socialisants ou pro-soviétiques ; l'islam devenant, pendant la guerre froide, l'axe, à la fois culturel et idéologique, de la défense du « monde libre » contre le communisme dans le monde « arabe » (ainsi qu'en Malaisie et en Indonésie). Tout le monde connaît maintenant les effets catastrophiques et sanglants de cette ligne politique.

Avec des succès inégaux, les mouvements islamiques ont, cependant, mis du temps à occuper le devant de la scène. Il leur a fallu, pour cela, attendre le milieu des années 1970' et des circonstances bien précises.



Les nouvelles conditions internationales liées à la dérégulation économique et à la prédominance financière, enrobées dans une théologie du « marché libre », s'accompagnaient d'un désengagement de l'Etat qui était, jusqu'alors, revendiqué comme le garant du développement social et culturel (Keynesianisme), ce qui leur a ouvert la voie⁹. S'incrustant dans le tissu social à travers, notamment, des services caritatifs, s'appuyant, tour à tour, sur le nationalisme et sur la pratique d'un populisme ultra-conservateur, les mouvements islamistes ont pu se développer puis donner libre cours à leur délire apocalyptique.

Apparaissant avec le fascisme en Europe et entrant en parfaite résonance avec l'idéologie postmoderne qui mine la pensée rationnelle, les mouvements islamistes ne constituent donc pas un simple épiphénomène mais une tendance lourde, un véritable courant contre-révolutionnaire - structuré et subventionné.



_1.- Pour qui connaît l'histoire des religions (et celle des dictatures), sa singularité est bien légère... _2 - Il y a eu sous les régimes staliniens (et il y a toujours en Corée du Nord ou en Chine) une « science socialiste », un « art socialiste » (par opposition à la science, à l'art « bourgeois »). Le même phénomène se produit maintenant avec l'islamisme. Les totalitarismes ont beau-

coup de points communs entre eux malgré les différences idéologiques qu'ils affichent ! _3.- D'où le classique « *Vous ne pouvez pas comprendre* » qui met, en général, rapidement fin aux discussions. _4.- C'est le propre des orthodoxies : elles constituent des systèmes de pensée clos, tautologiques, qui « doivent » être acceptés comme intangibles. _5.- La marche dite de la « dignité » qui, sous des apparences progressistes, cachait un discours identitaire des plus nauséabonds. _6.- Et, il est tout à fait recommandé et souhaitable de le faire ! _7.- Ben Laden et ses hommes des cavernes en sont de purs produits, même si tardivement. _8.- Aujourd'hui encore, dans la continuité, l'éducation semble être un des axes de pénétration de l'islamisme – bien que se présentant sous des atours rassurants et engageants – comme, par exemple, avec le WISE (World Innovation Summit for Education). _9.- En Europe, cette « évolution » économique (accompagnée du repli de l'Etat sur son rôle policier) a eu, en matière sociale, les conséquences économiques que chacun connaît ainsi que le développement des idéologies d'extrême-droite : la xénophobie virulente étant à la fois une réponse aussi abjecte que confuse aux effets de la globalisation et un bien mauvais remède à l'anomie et à la frustration. C'est aussi la marque de la détermination du pouvoir cherchant à affaiblir la volonté collective, entraînant une baisse de la capacité à s'auto-organiser en dehors de toute tutelle étatique ou religieuse et de trouver collectivement des réponses.



IMPERIALISME : LA PENSEE ZOMBIE

Depuis les attentats du 13 novembre, on a vu déferler une avalanche de communiqués de la part de l'extrême-gauche (et de certains groupes anarchistes) pour expliquer que les attentats étaient une réponse à « l'impérialisme occidental »*1 et qu'il s'agissait donc, peu ou prou, de « lutte anti-impérialiste ».

Rappelons brièvement ce qu'est l'impérialisme. Ce concept, s'il n'a pas été inventé par Lénine, a nourri largement sa pensée tant et si bien qu'il en est devenu le principal théoricien. Pour les léninistes – et dans une approche quelque peu simplifiée, car le sujet est plus complexe - l'impérialisme est un mode d'action qui apparaît au moment où le capitalisme finit de se concentrer en monopoles, moment auquel les Etats développés se partagent le monde (notamment par l'exploitation des colonies) afin de lutter contre la « baisse tendancielle du taux de profit »*2.

Or, l'histoire a montré, du moins à ce jour, que le capitalisme trouve toujours des ressources et de nouveaux marchés pour lutter efficacement contre cette « baisse tendancielle » et que les entreprises font toujours de substantiels profits, ce qui constitue un premier « accroc » aux théories marxistes-léninistes. Le non-effondrement du capitalisme depuis un siècle (malgré la prédiction marxiste), ainsi que l'innovation technologique en constante accélération, sont des preuves suffisantes de la légitimité très limitée de cette thèse.

Autre défaut du concept d'impérialisme : il met en jeu des Etats. La conséquence qu'en tirent les léninistes (ainsi que divers libertaires), c'est que certains « petits » Etats

seraient à défendre contre les « gros » Etats impérialistes. Le problème, pour des révolutionnaires, c'est que défendre un Etat, « petit » ou « gros », c'est toujours favoriser sa bourgeoisie.

Les défauts pointés ici étaient déjà valables en 1916, date de l'écriture de « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* »; ils le sont encore plus aujourd'hui. Le développement économique, la mondialisation et la multipolarisation mettent à mal les analyses léninistes qui ont tenu, malgré leurs insuffisances, le haut du pavé pendant presque tout le 20ème siècle, même si cela a conduit des « révolutionnaires » à défendre parfois des dictatures de la pire espèce. Ce sont ces vieux « réflexes » qui ont empêché l'extrême-gauche et certains libertaires de soutenir les révoltés pendant le printemps arabe en 2011 (puisque, en s'attaquant à leurs maîtres, ils s'attaquaient à des Etats « victimes de l'impérialisme »).

En ce qui concerne le « 13 Novembre », nos anti-impérialistes n'ayant trouvé aucun caricaturiste à blâmer ou aucun sioniste à accuser, se sont rabattus sur le noyau dur, « historique » de leurs analyses : la faute des attentats, nous expliquent-ils doctement, revient à l'impérialisme français (et à la guerre qu'il mène au Moyen-Orient). S'il est certain que les frappes effectuées par les pays occidentaux ne sont pas pour rien dans la situation dramatique de la Syrie (notamment en déstabilisant fortement la région et en ouvrant un espace politique aux djihadistes), ces analyses oublient plusieurs facteurs déterminants dans la création et le développement de Daesch :

_ premièrement le fait que Daesch a, en grande partie, été

créé grâce à l'ouverture des prisons par Bachar El Assad en 2011, lequel a ainsi libéré des islamistes purs et durs dans le but de créer un deuxième front contre les populations qui se soulevaient contre lui et de les prendre pour ainsi dire « en sandwich ». Ce noyau de djihadistes a ensuite été rejoint par des membres du parti Baas irakien, par des transfuges du parti Baas syrien, qui misaient sur une défaite d'El Assad, puis par des renforts religieux venus d'un peu partout.

_ Daesch ne se place pas essentiellement dans une perspective de développement du capitalisme, il poursuit un but avant tout religieux : le développement d'un islam radical. Daesch n'est pas une nation. Il a une prétention universaliste et veut convertir et dominer la planète.

_ Le capitalisme dans la zone contrôlée par Daesch se limite à du commerce. Il n'y a pas d'industries, et pas de projet de développement de celle-ci. Certes, Daesch vit de la rente pétrolière, mais celle-ci n'est pas une fin en soi, plutôt un moyen de s'acheter des armes et de la clientèle (au sens antique du terme).

Nous sommes donc en face d'un groupe qui a une dimension religieuse et féodale extrêmement marquée, fort éloignée des conditions nécessaires, d'après les léninistes eux-mêmes, à la lutte anti-impérialiste*3 ! Cette dimension est fondamentale si l'on veut saisir le sens de ce qui s'est passé le 13 Novembre à Paris. De plus, l'analyse que nous pouvions faire des événements de janvier 2015 voit son sens renforcé : dans tous les cas, ce qui a été attaqué en novembre 2015, ce ne sont pas des cibles stratégiques,

ayant un intérêt militaire, mais bien des symboles de ce qui est contraire à l'Islam. Les communiqués de Daesch que nous avons pu lire sont clairs : ont été attaqués « des blasphémateurs », « des Juifs » (pour les attaques de janvier), et « des idolâtres » (pour les attaques de novembre). Les lieux et publics visés n'avaient que peu d'importance économique, ou stratégique (militairement parlant). Ils avaient par contre une portée symbolique évidente. Il s'est agi de lieux de vie populaires : le stade de France, qui accueillait ce soir là de nombreux jeunes de Seine St-Denis, des bars, des restaurants et une salle de concert. Nous ne sommes pas là dans le cas d'un Etat qui se défend contre une attaque qui menace ses intérêts comme tentent de nous le faire croire les anti-impérialistes. Nous sommes en face d'un phénomène sectaire à vocation hégémonique (type secte Aum) qui dispose d'une puissance militaire.

_1.- A l'inverse, des groupes comme « Non Fides » ou « Temps Critiques » ont produit des textes tout à fait pertinents et intéressants. _2.- Pour les marxistes, au fur et à mesure que l'histoire avance, la concurrence entre capitalistes tend à diminuer les profits des entreprises. _3.- Ajoutons, comme cela est mentionné dans d'autres articles de ce dossier que Daesch attaque violemment la Tunisie, que même les « anti-impérialistes » les plus orthodoxes ne peuvent pas qualifier d'Etat impérialiste ; et que la montée des intégrismes religieux qui ont fait le lit de Daesch est largement une conséquence de la politique Truman (impérialisme US).

DES LIAISONS DANGEREUSES

Il est clair que les événements du 13 Novembre - **qu'il ne faut pas séparer des événements antérieurs (Merah, Charlie) - nous renvoient à un constat : celui d'être en présence d'une tendance de fond particulièrement morbide, néfaste et anti-lumières ; un véritable courant contre-révolutionnaire qui se dévoile de plus en plus et que l'on peut qualifier de « fasciste », au sens général de ce terme. Mais, tout ceci n'est pas nouveau en dépit de ce nouvel épisode parisien aussi tragique que spectaculaire.**

En effet, ce courant anti-lumières se traduit, depuis les années 1970, par un regain des idéologies conservatrices, qu'elles soient religieuses ou laïques*1. Nous avons déjà écrit*2 sur ce courant anti-lumières en le désignant par le terme de « *postmodernisme* », lequel, dans sa logique, promet une spécificité culturelle tendant, entre autres aspects fallacieux, à assimiler et à recycler le concept de race.

Il faut savoir que deux des plus influents auteurs de l'islamisme politique, Sayyid Qutb et Ali Shariati, se sont inspirés avec enthousiasme des écrits d'Alexis Carrel. Ce dernier avait développé des théories socio-eugéniques très élaborées allant jusqu'à être couronnées par un prix Nobel (!). Oracle du régime de Vichy, Carrel reste, encore aujourd'hui, un matériel standard de lecture au sein des universités d'été du FN*3 !

D'où l'intérêt de le démasquer, de s'y intéresser (à bon escient) et de le faire savoir.

L'insistance de Carrel sur la minorité créative et salutaire, ainsi que sur la dégénérescence raciale et culturelle, n'est peut-être pas aussi systématique ou sophistiquée qu'elle peut l'être chez d'autres penseurs tels que Nordau, Klages, Nietzsche ou Jünger. Mais, cette notion de dégénérescence a des affinités génériques, idéologiques et conceptuelles avec la critique que font les islamistes de la société contemporaine, car elle s'ancre dans une vision vitaliste de la société.

Si tout comme Carrel - et certains penseurs allemands - Henry Ford et Albert Freeman attribuent cette dégénérescence supposée au prolétariat et à la massification de la société, des penseurs tels que Mawdûdi ou Qutb en blâment la non-islamité (qui selon eux serait synonyme de dégénérescence) et prônent une (ré-)islamisation massive capable de soumettre le prolétariat récalcitrant.

Toutes ces figures de l'occidentalité sont de première importance dans la pensée politique européenne « moderne ». Peu connues du grand public, ces figures ont été reléguées dans les oubliettes de l'Histoire, après que leurs idées mystificatrices aient, logiquement, été battues en brèche dans le combat idéologique qui les avait opposées à la lucidité du rationalisme. Cela nous oblige à revenir sur

un passé qui a refait surface en catimini, profitant de l'amnésie collective qui a opportunément suivi la mise en échec de ces idées absurdes.

L'adulation postmoderne de la différence n'est pas suffisamment consciente de ses origines (!) idéologiques et conceptuelles.

Une autre affinité, et non des moindres, est l'antisémitisme. Même si les derniers événements semblent, apparemment, avoir franchis un seuil de plus dans l'arbitraire – en frappant sans cibler les juifs en particulier, mais une population plus large - il ne faut pas oublier que l'antisémitisme fait partie de l'arsenal idéologique de l'Etat islamique.

L'antisémitisme qui imprègne les quartiers depuis de nombreuses années offre, donc et par ce biais, un terrain propice à recevoir, favorablement, les discours de cette nouvelle entité. Il est, paradoxalement, nourri par deux sources contraires en apparence, mais qui, en définitive, se renforcent.

L'antisémitisme professé par les imams puise ses racines dans une vieille rivalité religieuse – et politique - entre islam et judaïsme. Cet antisémitisme influence beaucoup le discours politique des jeunes ; qu'ils soient, d'ailleurs, pleinement fanatisés ou non. La banalisation de ce discours est un danger imminent et potentiellement dévastateur.

Cette variante de l'antisémitisme est renforcée par la propagande pro-révisionniste des très chrétiens Alain Soral et Dieudonné M'bala M'bala qui eux aussi se distinguent par l'orientation de leur discours.

Il faut être conscients des fondements communs qui relient ces deux variantes à l'antisémitisme nazi – mais la preuve n'est plus à faire. Le nazisme fut, aussi, porté par des chrétiens. Au Moyen-Orient, l'antisémitisme fut et est porté par les fondamentalistes musulmans. Les deux courants ont en commun, et depuis longtemps, le même leitmotiv qui est la volonté de voir disparaître les Juifs de l'aire géographique dans laquelle ils se trouvent ; ou « mieux », de la surface du globe.

Quant aux idées portées par les antisémites locaux, elles sont, pour le moins, fascisantes. L'antisémitisme a toujours été très présent dans l'idéologie et dans les faits de toutes les variantes du fascisme, que cela soit sous Pétain ou sous Mussolini*4.

Le passage à l'acte, par le meurtre d'enfants – Merah (de façon particulièrement barbare et impitoyable - tirs à bout portant) - et le meurtre de personnes adultes, en raison de leur appartenance à la religion juive, fait écho aux crimes antisémites du passé (guerre de 39-45, tous les pogroms et autres attaques contre les ghettos juifs dans l'Histoire). Dès lors, pour nous, la qualification de fascistes ne fait plus aucun doute.

Entre les islamistes et les représentants de l'irrationalisme politique européen, il y a, en fin de compte, beaucoup plus que des affinités choisies de façon subliminale.

C'est, aussi, le cas de la mystique de la mort - et du sacrifice - comme remède au « délabrement » -, et de la

glorification du sang, du feu et de l'acier comme forme directe de l'action politique.

Le culte du martyr et de la guerre inscrivent le sacrifice de soi dans un rite de passage, de socialisation intense, auquel les groupes islamistes soumettent leurs membres.

Goebbels – de triste mémoire - déclarait déjà que « *La guerre est la forme la plus élémentaire de l'amour de la vie* ». Mussolini, lui, énonçait que « *L'homme se réalise dans la guerre* ». Quant aux franquistes, c'était le « *Viva la muerte !* ».

A l'évidence, l'islamisme ne diffère, fondamentalement, pas des idéologies qu'incarnent ces tristes personnages.



_1.- Même si les idéologies supposées laïques se sont effondrées (que ce soit Bachar, les états communistes d'Europe, etc.) et si aux USA, en Amérique du sud, en Asie, il n'y a pas de courant laïque qui soit significatif. _2.- Voir l'article dans le n° 145 de Anarchosyndicalisme ! (Journées iconoclastes). _3.- Consulter, par exemple : www.liberation.fr/france/2005/07/02/le-petainiste-carrel-idole-des-jeunes-du-fn525401 Cela démontre et confirme le lien générique entre eux. _4.- . En revanche, dans l'Espagne de Franco, les Juifs qui arrivaient de France pendant la seconde guerre mondiale n'étaient pas réellement persécutés. C'est une des choses qui a permis au dictateur Franco de s'en sortir après la fin de cette guerre. Il ne faut pas y voir de la bonté de sa part, mais plutôt un opportunisme politique devant lui permettre de rester au pouvoir – surtout, quand on connaît la force de la révolution sociale qui eut lieu à partir de 1936, en Espagne.

QUESTION DE MOTS

Les auteurs et responsables du massacre de masse du 13 Novembre, les dirigeants de Daesh, Bachar El Assad... et quelques autres, sont-ils des fascistes ? Des proches, des amis récusent ce qualificatif. Ainsi peut-on lire dans la revue « *Temps Critiques* » : « *Il est aussi erroné de les traiter de fascistes comme le font souvent les libertaires et les gauchistes parce que le fascisme est un sous-produit du socialisme et du nationalisme alors que ces organisations n'ont justement pas de visées nationales ; elles sont même directement mondiales et s'adressent à une communauté des croyants potentiellement sans limite.* »*1

On peut effectivement se reporter à l'histoire, aux conditions d'émergence du phénomène pour définir ce qu'est le fascisme et on a tout à fait le droit de s'en tenir là (ce qui, d'ailleurs ne met pas fin aux discussions sémantiques).

On peut également constater que le mot a évolué et qu'il a pris un sens qui, échappant à sa stricte définition historique, est devenu beaucoup plus général ; et cela depuis longtemps, depuis assez longtemps pour être entré dans les dictionnaires : « *Fascisme : Attitude autoritaire, arbitraire, violente et dictatoriale imposée par quelqu'un à un groupe quelconque, à son entourage.* » écrit ainsi le Larousse.

C'est bien entendu dans ce sens, dans celui de la langue courante de tous les jours, que nous prenons le mot fasciste dans nos textes.



_1.- « Vernissage d'une antiquité : le défaitisme révolutionnaire », mondialisme.org

ISLAM / CATHOLICISME : LUTTE POUR LES PARTS DE MARCHÉ

Mais que pense l'église catholique, en tant que telle, de ce qui se passe ? La voix la plus autorisée est certainement celle du sieur Vingt-Trois, archevêque de Paris, Président de la conférence des évêques de France et cardinal.

La ligne du cardinal est initialement simple : tenter de mettre « la » religion hors de cause. Pas fou, le cardinal, il comprend bien que, si une religion est perçue comme criminelle, les autres en seront entachées. C'est pourquoi il dénonce « ... les 'instrumentalisations' bien connues autour de la notion de guerre de religions » et regrette amèrement que « Dans les informations, on montre



que la première cause du terrorisme, c'est l'islam.».

Solidarité classique imans-évêques quand il faut défendre « la » religion.

La où la ligne théologique prend une sacrée courbure, c'est quand il faut discuter affaires.

Ici, pas de doute, il n'y a plus « la » religion mais bien « des » religions et il n'est

plus question d'amalgamer les imans et les évêques mais bien de défendre sa... chapelle.

Ici, le cardinal n'a pas une hostie sur la langue. Le propos est plus que direct, brutal même : « L'islam prendra la place de première religion si les catholiques ne sont pas capables de vivre leur catholicisme. Si nous perdons des parts de marché, c'est que nous ne tenons pas le marché ».

Vous avez bien lu : des parts de marché. Pour une fois, nous sommes bien d'accord avec le cardinal : les religions, « la » religion, c'est avant tout une histoire de parts de marché.

Amen.

N.B. : Les citations sont extraites du très clérical « Le Figaro » du 5 avril 2015.

COMMUNIQUE SUITE AU MASSACRE DU 13 NOVEMBRE A PARIS

Le 7 janvier 2015, nous écrivions déjà que la situation en France était d'une extrême gravité. C'est avec désolation que nous constatons qu'elle a empiré. Ce 13 Novembre nous avons eu affaire à une attaque d'envergure de fascistes islamistes frappant lourdement des lieux fréquentés par un public populaire. C'est aux accents de l'inquisition que ces fanatiques, en plein Paris, ont tué et blessé gravement des centaines de personnes (désignées dans le communiqué de Daesch comme « idolâtres », et donc méritant, d'après eux, la mort).

Soyons clairs, non seulement la CNT-AIT est aux côtés des victimes et de leurs familles, mais elle prendra toute sa modeste part dans la dure lutte qui s'annonce contre le fascisme, qu'il soit islamiste ou nationaliste.

Cette lutte nous ne la mènerons certainement pas aux côtés des politiciens mais aux côtés de la population dans laquelle réside les véritables capacités d'émancipation. Nous avons eu encore un exemple de ces capacités ce samedi matin 14 novembre : Alors que le pouvoir appelait chacun à se claquer prudemment chez lui et que les habituels « experts », toujours aussi ineptes, blablataient en boucle dans les médias, une foule de parisiens avec intelligence et courage s'est spontanément présentée dans les hôpitaux pour donner son sang. Aujourd'hui comme hier c'est dans la vie réelle - avec cette intelligence, avec cette solidarité qui la caractérisent- et à la base que se vaincra le totalitarisme quelque forme qu'il prenne.

La découverte sur un des lieux du

crime d'un passeport syrien constitue une grosse ruse de guerre. Il faut rappeler que les réfugiés syriens sont un obstacle majeur au développement de Daesch. En effet ils sont autant de témoins directs susceptibles de dénoncer, partout et face à qui que ce soit, les pratiques fascistes de Daesch : ils les ont vues, ils les ont subies. Glisser quelques barbouzes parmi les réfugiés, puis mettre clairement en scène cette infiltration en abandonnant sciemment un passeport syrien dans un endroit propice, voilà la ruse de Daesch pour tenter de discréditer ceux qui, par leurs témoignages, par leurs informations, par leur courage sont en mesure de contrecarrer son discours et son expansion.

Mettre tous les Syriens dans un même sac, c'est tomber dans le piège que Daesch nous tend. C'est pourquoi il faut soutenir plus que jamais les réfugiés Syriens dans le cadre de la lutte antifasciste contre Assad et Daesch.

Une autre ruse de guerre a été

encore moins comprise. C'est « l'étonnante » conduite des kamikazes du stade de France. Elle a été moins commentée que l'histoire du passeport. Les rares fois où elle l'a été, les commentateurs ont laissé entendre qu'il s'agissait d'imbéciles incapables de se faire sauter là où il fallait, quand il le fallait. C'est sous-estimer gravement un ennemi qui a largement démontré son efficacité dans l'art du crime de masse. D'abord il est certain que les kamikazes ont agi sur ordre, ensuite s'il est toujours possible que l'un se soit « trompé », ce qui serait vraiment étonnant, c'est que les trois aient été dans la même erreur. Ce qui est arrivé n'a en fait rien de fortuit. En se faisant exploser à l'extérieur, au milieu du match (et ni avant ni après), ils ont mis leurs commanditaires en situation de suivre à la télé avec précision par qui, par où et comment on exfiltre le président de ce pays... et de comprendre comment on « gère » une foule immense captive dans un lieu... autant d'informations stratégiques. La mauvaise analyse de ces deux faits révèle une grave faiblesse polémologique de la sphère politico-médiatique, celle qui consiste à ne voir que ce que l'ennemi veut qu'on voit. Elle fait, ce faisant, preuve d'une aptitude certaine à être trompé par lui.

Solidarité contre tous les facismes !

CNT-AIT

L'ETAT D'URGENCE, C'EST ÇA

C'était il y a longtemps. Vigipirate n'existait pas. Il n'y avait pas de caméras dans les rues, pas de contrôle à l'entrée des lieux publics, pas de policiers ou de militaires en armes à tous les carrefours ; et les consignes automatiques dans les gares fonctionnaient à la satisfaction des voyageurs. Les gens avaient l'air tranquilles et en sécurité.

Puis il y a eu des attentats et l'Etat a inventé Vigipirate. Au début, ça nous a fait bizarre ces messages sonores - dans les halls de gare, dans les aéroports, etc. - nous enjoignant de surveiller nos sacs, nos voisins. Ces messages, ces contrôles systématiques dans les lieux publics... on nous avait dit que c'était provisoire, que ça ne durerait pas. Alors on s'y est habitué, d'autant que, nous disait-t-on « *c'était pour notre bien* ». C'était il y a plus de 20 ans et vigipirate est toujours là. Dans une version renforcée.

Et puis, les caméras se sont multipliées pour surveiller les places publiques, les rues, les voies piétonnes. Au début ça nous a fait bizarre de savoir qu'on était surveillés, écoutés, observés en permanence comme des animaux de laboratoire. Et puis, on s'y est habitué, puisque « *c'était pour notre bien* ». Et puis, les forces de police, de gendarmes, les militaires d'autres corps, les vigiles... sont devenus de plus en plus présents, et ils ont été de plus en plus armés, et les contrôles sur la voie publique se sont multipliés. Au début ça faisait bizarre et puis...

Nous avons été bien préparés. Si bien que quand aujourd'hui Monsieur Hollande, déclenche l'état d'urgence, cela semble tellement naturel à la plus part des gens. Un soulagement même.

Pourtant, ces trois mots, à eux seuls, devrait être une cause d'effroi. Les attentats de Charlie, du Bataclan sont effroyables. La mort qui frappe au coin de la rue, sans prévenir, c'est effrayant, c'est évident, mais ça reste dans le domaine du connu. Mais l'état d'urgence, ce choix de restreindre nos libertés fondamentales, d'interdire les manifestations, de multiplier les assignations à résidence,...

Quel lien entre un piquet de grève sur la voie publique, devant son entreprise, et les attentats ? Aucun, mais les piquets de grève sur la voie publique, devant l'entreprise - le piquet de la clinique des Chaumes par exemple - sont interdits. Quel lien entre une manifestation écologique et les attentats ? Aucun, mais les manifestations sont interdites.

Cynisme politique : en même temps qu'il instaure, pour trois mois l'état d'urgence (et cette fois-ci, l'Etat peut se permettre le luxe d'annoncer d'avance que ça peut durer davantage), le Pouvoir nous enjoint de vivre... normalement. Vivre normalement (ou plutôt, consommer normalement), c'est, nous dit-il, la meilleure réponse aux attentats. Pour le Pouvoir, il ne fait donc aucun doute que la vie sous un état d'urgence est compatible avec une vie normale.

Pas pour nous. Pas pour nous, parce que, la vie normale, c'est justement le contraire. Le contraire de ce qui vient d'arriver, par exemple, à un compagnon. Appelons-le X.

X, donc, est un militant libertaire. Il a plus particulièrement la fibre écologique et a participé à diverses manifestations contre plusieurs projets destructeurs de l'environnement. Lors d'une d'entre elles, sans doute sous l'effet des gaz lacrymogènes, du vacarme ambiant, de la présence d'un hélicoptère au dessus de sa tête, oui, c'est vrai, il a pété les plombs : il a insulté les policiers, a même jeté quelques cailloux dans leur direction, sans atteindre personne. Interpellé, jugé en flagrant délit, il a fait de la prison. Au sortir de prison, il s'est démené pour retrouver un travail. Il l'a retrouvé. Il va le perdre, parce que, vendredi 28 novembre 2015, après une dure journée (il est dans une entreprise de nettoyage) X. dort chez lui, dans son lit l'esprit en paix. Mais, à 3 heures et demi du matin, on tambourine à sa porte : « Police ! ».

X. est conduit au commissariat et apprend que le ministre de l'intérieur a décidé qu'il devait être assigné à résidence jusqu'au 12 décembre ! Oui, c'est vrai, le ministre de l'intérieur - qu'il n'a jamais vu, bien sûr - c'est fendu d'un arrêté contre lui.

Il est vrai que X porte un prénom et un nom « à consonnance maghrébine »,... Voici le texte de la déclaration qu'il a été obligé de signer aux commissariat :

« Je prends acte que je me trouve dans vos locaux afin que me soit notifiée une assignation à résidence. »

Je prends acte du contenu des différents articles de l'arrêté d'assignation à résidence émis par le ministre de l'intérieur en date du 25 novembre 2015, arrêté me concernant à savoir :

- Qu'à compter de la présente notification et jusqu'au 12 décembre 2015 inclus je suis astreint à résider sur le territoire de la commune de ... (article 1er).

- Que je dois me présenter trois fois par jour, à 09h, à 14 h et à 19 h au Commissariat de Police de ... Cette obligation s'appliquant tous les jours de la semaine, y compris les jours fériés et chômés (article 2)

- Que je dois demeurer tous les jours de 20 h à 06 h à mon domicile ou je réside (article 3)

- Que je ne peux me déplacer en dehors de mon lieu d'assignation à résidence sans avoir obtenu l'autorisation écrite (sauf conduit) établi par le préfet de ...

- Que le Préfet de ... est chargé de l'exécution du présent arrêté qui me sera notifié et qu'une copie sera transmise au Procureur de la république (article 5) »

C'est ça, dans la réalité, l'état d'urgence. C'est une atteinte aux droits fondamentaux. C'est aussi une atteinte à la vie elle-même ! Depuis le 25 novembre, X est privé de tout revenu. Il ne peut plus travailler. Il passe le plus clair de son temps à aller et revenir au commissariat (fort éloigné de son domicile et de ses chantiers). Bien sûr, il sera probablement licencié. Sa vie va rebasculer. Par décision d'un ministre. C'est ça, l'état d'urgence. L'arbitraire le plus absolu. Tellement qu'on finit par se demander que, si le FN arrive au pouvoir, qu'est-ce-qu'il va pouvoir inventer de plus...



MACRON RETOUR VERS LE FUTUR : EN ROUTE VERS L'AUTO-EXPLOITATION

Il revient. Il récidive avec un nouveau projet de loi «fourre-tout». N'en étant qu'à son annonce il est pour l'instant difficile d'en apprécier les contours exacts. Mais au vu de son index, nous pouvons penser qu'il sera au moins aussi volumineux et destructeur que le premier (imposé par un grand coup « d'article 49-3 » de la constitution). Il se propose d'attaquer l'économie numérique, la santé et les transports.

Mais il ne se limitera pas à cela. Un autre point y sera abordé, et c'est celui qui nous retiendra ici : l'emploi. En effet, ce projet de loi envisage de flexibiliser d'avantage le marché du travail. Concentré autour des métiers manuels, ce projet devrait permettre à des personnes non qualifiées de s'établir en tant qu'artisans ou de micro-entrepreneurs. A l'heure actuelle, il faut en effet être détenteur d'un CAP ou faire valoir au moins trois années d'expérience professionnelle pour pouvoir s'installer à son compte. La loi « Macron 2 » vise à créer un nouveau statut, celui de « professionnel de proximité » qui ne posséderait ni expérience préalable ni connaissances complètes dans son domaine professionnel.

L'extraordinaire justification avancée par le ministère de l'Economie est que les deux conditions actuelles constitueraient d'insupportables barrières empêchant l'arrivée de nouveaux entrants sur le marché du travail, alors qu'elles sont simplement des garanties de qualité pour les personnes qui ont recours aux services de ces professionnels. Là résiderait la grande cause du chômage des jeunes.

Macron « oublie » que plus de 32 % des jeunes détenteurs d'un CAP ou d'un BEP en sont encore à la recherche d'un emploi 3 ans après l'obtention de leur diplôme ! Ce n'est donc pas le manque de compétence qui fait le chômage !

L'INCOMPÉTENCE, VERTU PROFESSIONNELLE

De plus, Macron renverse la logique et fait de « l'incompétence » une valeur professionnelle sûre pour trouver du travail. Il est vrai que, au niveau du gouvernement, l'incompétence est une valeur des plus sûres pour arriver (et se maintenir) au pouvoir : une parfaite illustration nous en a été fournie par Mme Myriam El Khomri, ministre du travail, infoutue de dire combien il était possible d'enchaîner des CDD.

Bon, mais une chose c'est de pérorer (et de se ridiculiser) à la télé, une autre est de remplir des tâches socialement utiles.

Les motivations de ce projet de loi ne se trouvent donc pas – comme de bien entendu et en aucune façon - dans le souci de la jeunesse ou dans celui de la résorption du chômage ! Elles sont d'un tout autre ordre. Elles poursuivent le démantèlement des quelques protections offertes aux salariés par le Code du travail en s'appuyant sur un vieux mythe de l'économie néoclassique que les économistes à la solde du pouvoir présentent comme le saint-graal mais qui, dans la réalité, est catastrophique : la concurrence pure et parfaite (CPP).

Pour comprendre ce à quoi aboutirait la régression que veut imposer la loi « Macron 2 », le mieux est encore de prendre un exemple.

PROFESSIONNEL DE PROXIMITÉ, UN EXEMPLE

Dans le bâtiment, il y a une trentaine de corps de métiers (maçonnerie, charpente, métallerie-serrurerie,...). Chacun remplit des tâches assez diversifiées qui sont plus ou moins pénibles et qui nécessitent plus ou moins de connaissances techniques, de savoir-faire.

On peut d'abord isoler ces différentes tâches les unes des autres et on peut même, à l'intérieur d'une tâche, procéder à un fractionnement (comme ce qui s'est fait dans l'industrie et a abouti au travail à la chaîne). C'est ça, la grande idée de Macron : les fractions de tâche les plus pénibles et/ou les moins techniques seraient soldées à une « professionnel de proximité » qui serait, selon son statut, son « propre employeur » et qui travaillerait donc en tant que sous-traitant (la sous-traitance est devenue une plaie dans le bâtiment). Par exemple, en maçonnerie un « sous-traitant professionnel de proximité » pourrait très bien avoir une acti-

tivité exclusivement limitée au transport des parpaings et des sacs de ciments sur tout un gros chantier. Cela quotidiennement, à longueur de journée, et sans aucune perspective d'évolution ou d'amélioration puisque, par définition (ou, pour être plus précis : du fait de son statut juridique et de son contrat de sous-traitance) il pourra être cantonné à cette tâche fastidieuse et pénible... jusqu'à ce qu'il n'en puisse vraiment plus ou qu'il subisse un grave accident de travail. Vous touchez ainsi du doigt la perversité de ce projet de loi rétrograde sous ses apparences de « modernité ».

En synthèse, plutôt que d'embaucher une personne en tant que salariée en CDI, de lui assurer un emploi stable, une progression de carrière, une couverture sociale ; les grandes entreprises du bâtiment passeront un contrat avec cette même personne que son statut « d'auto-entrepreneur professionnel de proximité » rendra encore plus fragile. Les grandes entreprises feront jouer la concurrence entre les « professionnels de proximité ». Ces derniers seront, les uns après les autres obligés de baisser leurs devis s'ils veulent travailler, puisque, dans la situation de concurrence atroce qui sera la leur, c'est le « devis le plus bas » (autrement dit le professionnel de proximité qui se serrera le plus la ceinture) qui emportera les miettes du marché^{*1}. Et ce professionnel sera obligé de travailler sans relâche, bien au-delà de 35 ou 40 h. par semaine, et ce, probablement, pour ne même pas toucher le SMIC à la fin du mois. Etant « auto-entrepreneur », il n'aura aucune protection sociale (ou presque). Il pourra être remercié à tout moment puisque rien n'interdit de passer des centaines de marchés successifs au jour le jour ou à la tâche. Bref, le fameux « auto-entrepreneur professionnel de proximité » sera avant tout un auto-exploité.

^{*1}.- Et malheur à eux s'ils tentent de faire front commun : la loi a déjà prévu le délit d'entente illicite sur les prix. Derrière le statut clinquant et le « rêve » de devenir son propre patron, l'exploitation, atomisée, sera encore plus forte !

A votre santé !

Petite éruption de luttes sociales dans les cliniques privées : celle des Cèdres à Toulouse, la clinique de Gascogne à Auch tout comme la clinique du Pont-de-Chaume à Montauban.

Ces luttes ont un point commun : le refus de la dégradation des conditions de travail. Aux Cèdres comme à la clinique de Gascogne (30 jours de grève), la détermination des salariés a permis d'obtenir de notables améliorations.

A la clinique du Pont-de-Chaume, deuxième établissement de santé du département (plus de 500 salariés) la lutte continue après 37 jours de grève.

En 2010, une grève de 18 jours (la première dans l'histoire de la clinique) s'était terminée par un compromis bâtarde et finalement par une stabilisation, un arrêt de la dégradation des conditions de travail*1. Cinq ans après, nous voici revenus au point de départ : la clinique appartient désormais à un important groupe financier, propriétaire de plus de 80 cliniques, qui fait preuve d'une grande imagination (par exemple : vente des bâtiments de la clinique à une SCI qui, en retour, facture à cette même clinique un loyer de 350 000 €, et « Passez muscade », comme on dit). Elle n'hésite pas, c'est un classique du genre, à augmenter la charge de travail des salariés (non-remplacement systématique des employés absents, augmentation du taux d'occupation des lits à effectif constant...) pour accroître ses profits.

Le résultat a été une forte dégradation des conditions de travail des personnels soignants (d'où une augmentation du nombre des arrêts-maladie et des accidents du travail) ce qui néces-

sairement nuit à la qualité des soins prodigués aux patients. A l'appel de la CGT (seul syndicat présent) et en réponse à une ultime provocation de la direction (proposition de réformer l'organisation de la clinique pour améliorer la productivité des salariés en accroissant leur polyvalence !) une assemblée générale des personnels a rédigé un cahier de revendications (amélioration des conditions de travail et augmentations salariales). Des débrayages furent organisés. Comme ils restaient sans effet, une assemblée du personnel décida alors la grève. Près de deux cents personnes essentiellement des membres féminins du personnel soignant (soit 80 % du personnel soignant de la clinique) dont une majorité non-syndiqués se lancèrent dans la lutte (à noter la très faible implication des personnels non-soignants – administratifs ou autres – voire même la non-participation de certains syndiqués CGT).

Piquets de grève (très suivis et dynamiques), manifestations, opérations de sensibilisation sur l'espace public, information de la population,... malgré tous les efforts des grévistes et après trente-sept jours de grève la direction, arc-boutée sur ses prérogatives et soutenue de fait par la municipalité, refuse de plier. La lutte continue. Un point important à

certain grévistes ont fait part de leur étonnement d'être peu soutenus par la population, alors qu'ils se battent pour défendre aussi le droit pour tous à des soins de qualité.

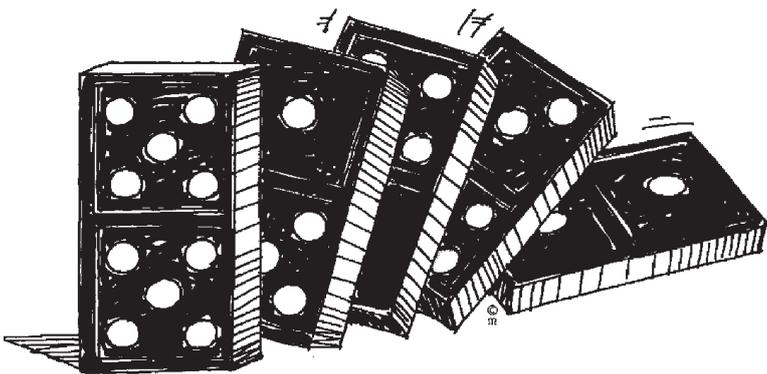
Une explication est que la grève est, depuis le début, conduite, dirigée exclusivement par la CGT, et la seule image que la population a des grévistes est celle des drapeaux cégétistes, le seul



discours venant des grévistes est celui des responsables cégétistes de la clinique ou de l'Union départementale. Or, les prises de position très politiques de la CGT par rapport à Sivens (pro-barrage), par rapport au nucléaire et à la centrale de Golfech toute proche (pro-nucléaire), par rapport à la LGV Bordeaux Toulouse (pro-LGV), par rapport aux gaz de schistes (pro-gaz de schistes), etc., etc. sont connues de tous. On peut donc penser que beaucoup de personnes, pourtant de cœur avec les grévistes, refusent leur soutien pour ces raisons.

La formation d'un comité de grève, réunissant CGT et non-syndiqués, permettrait de dépasser ce problème. Le cri de ralliement « *Tous ensemble, Tous ensemble* » entonné par les grévistes à chaque moment important de la lutte prendrait alors toute sa signification.

Quoi qu'il en soit les salariés de la clinique du Pont-de-Chaume, confrontés à un patronat de combat, doivent plus que jamais être soutenus par tous ceux qui aspirent à plus de justice, d'égalité et de dignité.



souligner : _1.- Voir notre numéro 118.

MARE DE LA PROFITATION

Chaque humain doit avoir l'accès inconditionnel à tout ce dont il a besoin pour vivre. Accéder ne veut pas dire posséder et encore moins abuser ou détériorer. Or notre société permet à quelques humains de s'appropriier ces biens communs et d'en faire supporter l'usage aux autres habitants. Cette appropriation est un vol qui conduit au viol, à la souillure et à la mort de la nature.

La destruction des terres commence déjà avec le jardinier du dimanche qui emploie massivement pesticides et engrais. Le paysan professionnel y ajoute hormones et antibiotiques, dont les animaux sont farcis. L'héritier transforme « sa propriété » en terrain de quad qui ravine les terres ou en terrain de golf, ruineux en eau. Les constructeurs bétonnent à-tout-va. Les marchands d'énergie, qui occasionnent déjà tant de dégâts avec les hydrocarbures, veulent imposer le gaz de schiste, etc.

Les propriétaires de terres, s'estimant également possesseurs du sous-sol et des nappes phréatiques, creusent des puits et se livrent à des pompages trop importants. Même si certaines régions accordent la gratuité pour les premiers mètres cubes d'eau consommés, il n'en reste pas moins que, plus vous êtes gros consommateur d'eau, moins vous payez cher le litre. Lorsque la gestion de l'eau est confiée aux sociétés privées, il n'est pas difficile de comprendre qu'elles ne lutteront jamais contre le gaspillage ou la pollution, puisqu'elles tirent des bénéfices gigantesques du traitement des eaux usées. Chacun doit avoir droit à la quantité nécessaire à sa consommation (boisson, hygiène). Personne ne devrait pouvoir dépasser cette quantité. Et pourtant...

Un touriste, dans un hôtel en Afrique, utilise pour son « bien-être » 7 à 10 fois plus d'eau qu'un habitant local n'en a pour arroser son champ et nourrir sa famille. Dans la réserve de Shaba, au Kenya, des pâturages ont été remplacés par une réserve de gibier autour de l'hôtel Savora Shaba. L'eau qui servait à abreuver les troupeaux est désormais détournée pour remplir l'énorme piscine de l'hôtel. Un parcours de golf dans un pays tropical engloutit chaque année une tonne et demie de pesticides et d'engrais et consomme autant d'eau

que 60 000 habitants d'une zone rurale de ce même pays.

Revenons ici. Depuis l'Etat jusqu'aux communes, les institutions délèguent une partie de leurs tâches à des prestataires de services. Il en est ainsi pour les déchets. Des camions remplis traversent parfois la France entière pour acheminer les déchets vers les recycleries. Où est la logique ? Essayez, pour tester, de comprendre le budget du traitement des déchets de votre commune, vous verrez que, généralement, il manque totalement de clarté. Le tri des déchets complique encore plus la vie des plus pauvres : si vous habitez dans un très petit logement, à l'étage parfois sans ascenseur, il vous faut trouver de la place pour 3 ou 4 poubelles. Puis descendre ces poubelles si vous êtes seule, avec un bébé - que vous ne pouvez laisser seul - dans les bras, si vous êtes handicapé ou simplement âgé et physiquement limité... dans chaque détail du quotidien, la vie des pauvres est un parcours du combattant.

Espérance de vie

Angola : 38, 2 ans

Zambie : 38,63 ans

Lesotho : 40,38 ans

Monaco : 89,57 ans

En France, un cadre a 6 ans de plus d'espérance de vie qu'un ouvrier.

A l'heure où l'énergie devient si chère, les pauvres sont, là encore, bien lésés. Comment payer isolation et système de chauffage performant ? Le mal-logement n'est pas un phénomène rare en France. Pourtant le gouvernement remet en cause le financement du logement par mutualisation et préfère défiscaliser le privé. Les fonds du

« livret A » sont maintenant ponctionnés par Bercy au lieu de revenir au financement du logement social comme cela était prévu.

Cependant l'énergie ne semble pas manquer aux services de renseignements et de marketing qui utilisent des supercalculateurs pouvant dépasser la barre du pétaflop (capables de calculer un million de milliards d'opérations par seconde). Les plus gros d'entre eux dévorent entre 5 et 10 mégawatts par heure, soit la consommation d'une ville moyenne.

Le PAUVRE, lui, subit toutes les souffrances infligées par le régime des possédants. C'est un cercle vicieux qui commence par l'éducation : plus on est pauvre, moins l'école vous aide à vous en sortir. Moins vous avez bénéficié d'années d'études qualifiantes, plus votre travail est pénible et mal payé. Moins vous êtes payé, moins vous avez accès à la santé et moins vous pouvez jouir de temps de retraite.

Le pauvre ne coûte pas cher à la société mais enrichit les patrons et les banques. Ces dernières ont récolté l'année dernière 27 milliards d'euros en « frais de découvert ». 27 milliards d'euros volés à des personnes qui manquaient déjà du nécessaire.

La vie du pauvre n'a aucune valeur face au marché. Pour le commerce, les dirigeants déclarent des guerres que les médias essaient de nous présenter comme justes. Les morts sous les bombes - ou pour cause de misère - n'ont aucune importance. Les morts au travail pour le profit des patrons et spéculateurs n'ont pas non plus les honneurs de la presse et les 1 277 morts annuels d'accident du travail ou de maladie professionnelle (plus de trois travailleurs par jour) ne pèsent pas bien lourd.

Aujourd'hui, les plus riches financent sans compter des recherches... pour « bien vieillir », « bien baiser », rester beau et en forme longtemps, longtemps... mais on n'éradique pas des maladies, aussi horribles que la lèpre (pourtant parfaitement guérissables), ni la faim.

SIVENS, LUCIDES ET DÉTERMINÉS

L'opposition au barrage de Sivens a été fortement réprimée. Les violences policières ont été considérables.

Rappelons-nous des lacrymos au quotidien, des arrestations arbitraires masquées derrière le faux témoignage de forces de l'ordre. Rappelons-nous l'homicide de Rémi Fraisse, tué par une grenade offensive, et des nombreuses blessures par flash-ball. Rappelons-nous la répression des manifs d'indignation suite à la mort de ce jeune, et des flics infiltrés pour faire monter la sauce de la répression sous couvert des médias aux ordres. Rappelons-nous la charge des gendarmes contre de jeunes militant(e)s pacifiques enterrés, de la grenade lancée dans une caravane pour en déloger les occupants. Rappelons-nous des milices qui ont isolé, maltraité les occupants de la zone à défendre ainsi que des habitants du gaillacois sous le regard, avec l'approbation et le soutien des gendarmes de l'Etat. Rappelons-nous ce dossier bidon, aux données falsifiées, monté de toutes pièces par la CACG, validé par l'Etat et le Conseil départemental. Nous ne voulons pas oublier, nous voulons la justice.

Nous voulons ne rien lâcher, pour que la responsabilité de l'Etat et du Conseil départemental soit reconnue. Peu importe si nous sommes marginalisés, poursuivis en justice, condamnés et même abandonnés, trahis par nos compagnons de lutte. Nous sommes lucides et déterminés.

Lucides, car il ne faut pas s'étonner : la collaboration, pour les réformistes, est intrinsèque à leur forme de pensée et d'organisation. Comme le mariage de la carpe et du lapin est contre nature, notre coordination des acteurs de la lutte s'est donc délitée, tout d'abord, par un travail de sape et de division du pouvoir (technique habituelle du « Diviser pour mieux régner »).

Puis le collectif Testet et la FNE (France Nature Environnement) ont aussi délaissé la lutte juridique. Alors que des membres juridiquement compétents demandent, depuis plus d'un an, au collectif Testet et à FNE de déposer un mémoire complémentaire, comprenant des éléments nouveaux (Rapport Forray et violation par l'Etat français de la Directive 2000/60/CE du Parlement

européen) afin d'obtenir en justice l'annulation des arrêtés de DUP et de DIG, pour que toute cette histoire soit déclarée illégale ; ils ne l'ont pas fait. Ils ont préféré adhérer à la « démarche participative » initiée habilement par le ministre de l'Environnement. Ils ont déserté la vallée du Tescou pour se poser dans les salons du Conseil départemental. Le collectif Testet serait-il borgne ? Le leurre des enquêtes d'utilité publique, les avis négatifs des experts bafoués ne sont-ils pas des preuves suffisantes du bluff de la participation ? Il en redemande !

Les partis politiques et notamment le résiduel PCF, idolâtre du grand soir et du programme commun, sont tout aussi « naïfs ». Ami comme cochon avec Carcenac (PS), Foissac (PCF) a été l'initiateur de la « Charte de la participation » que le Conseil départemental a adopté le 25 février 2011. La répression à Sivens a révélé ce qu'elle était véritablement : une coquille vide. Mais cela n'est pas encore assez probant : cocu une fois, cocu cent fois.

Ce n'est pas un manque de discernement, c'est leur choix, ils savent que la démocratie dite participative n'est qu'une excoissance de la démocratie représentative : sa vaseline. Ils savent que la démocratie participative, c'est comme la croissance, c'est une croyance. Ils connaissent la dérive de notre démocratie représentative, fabrique d'une oligarchie qui se contrefout de l'intérêt des populations. Quel est leur intérêt de collaborer avec ces oligarques ? Veulent-ils simplement être des partenaires sociaux, qui au sens étymologique du mot, veut dire ceux qui se partagent le butin ?

Et de quel butin s'agit-il ? La cogestion de la ressource en eau sur la vallée du Tescou ? Quelques places d'élu ou de conseillers ? La validation de leur EGO surdimensionné ?

En s'asseyant à la table de négociation, et en abandonnant le terrain, les associations, syndicats et partis politiques co-gestionnaires ont accepté de faire taire leur conscience. Comment s'asseoir à la même table que Gentilhomme, Carcenac et L'herm, qui

ont commandité la répression et qui portent une lourde responsabilité dans la mort d'un être humain et dans la désespérance de la jeunesse ?

Les ressources de la planète sont pour nous un bien commun. Pour l'Etat et les multinationales c'est un marché.

L'Etat bureaucratique avec ses tables rondes, ses rapports, ses messes écologiques, n'est pas l'alternative au marché. C'est son enrobage.

L'Etat et le marché forment un couple infernal qui structure nos sociétés et organise nos existences.

Mais la table est mise, des couverts ont été rajoutés, il suffit de trouver l'assaisonnement pour souder tout ce petit monde : à Sivens, ce sera le projet de territoire qui sera, disent-ils, un exemple national voire européen, de concertation et de réussite.

Des coquilles vides, il y en a eu d'autres, où les mêmes acteurs de l'environnement, les mêmes politicards étaient conviés : le « Grenelle de l'environnement » sous Sarkozy et probablement la COP 21 sous Hollande... Des grandes messes durant lesquelles, sous des déguisements affriolants, se négocie la poursuite de la destruction de la planète, et à la marge, des places et des subventions pour la survie des écolos et citoyennistes de salon.

En ce qui nous concerne, nous n'avons pas délégué notre émancipation, ni à ceux qui détiennent le pouvoir, ni à ceux qui veulent le conquérir. Nous mènerons notre lutte aux côtés de la population dans laquelle résident les véritables capacités d'émancipation. Pour reprendre la formule de Camus, l'important, dans certaines périodes est d'aller « de la résistance à la révolution ». C'est ce passage qui est à l'œuvre : nous passons d'une phase de résistance au néolibéralisme à une phase d'expérimentations, de pratiques alternatives et de luttes politiques visant à « passer à autre chose ». Et nous allons passer à autre chose sans eux.

Des participants à la lutte de Sivens ▀

« La lucidité est la blessure la plus rapprochée du soleil »

René Char

COMME UN ROMAN : ENRIC MARCO, L'IMPOSTEUR

Décidément, nous devenons des sujets de roman. Après « *Pas pleura* » (Lydie Salvayre) prix Goncourt 2014, un ouvrage a été nommé cette année pour le Fémina et le Médicis (même s'il n'a finalement obtenu ni l'un ni l'autre). Il s'agit de « *L'imposteur* », de Javier Cercas*1.

Dix ans après le scandale qui a défrayé la chronique, Javier Cercas revient sur l'affaire en un long « roman-enquête » dont l'objectif avoué est de démêler le vrai du faux. Au cours de nombreux entretiens avec la « rock-star de la mémoire », l'auteur va tenter d'établir une biographie réelle, bien loin de la vie rêvée et héroïque de Marco*2.

Rappelons brièvement les faits et le contexte.

Alors qu'en Espagne se dessine depuis quelques années un fort mouvement pour la dénonciation des crimes franquistes (que la « transition démocratique » a délibérément laissés de côté) et qu'une partie de la population se mobilise pour l'exhumation de la « mémoire historique », le 11 mai 2005 éclate un scandale particulièrement énorme : le président de l'Amicale de Mauthausen (qui regroupe les anciens déportés espagnols survivants des camps nazis), Enric Marco Batlle, le très célèbre et très médiatique pourfendeur du nazisme (honoré et décoré) qui a donné des centaines de conférences sur la déportation dans les écoles et les lycées, qui, le 27 janvier 2005 avait prononcé, devant les parlementaires espagnols réunis, un discours profondément émouvant en hommage aux 9 000 « républicains » assassinés dans les camps et qui devait inaugurer très solennellement avec le Premier ministre Zapatero le mémorial de Mauthausen, est publiquement accusé, et ce de façon irréfutable, de n'être qu'un imposteur, un escroc qui s'est inventé de toutes pièces un passé de déporté.

L'homme, très charismatique, doté de dons oratoires certains, comédien talentueux et menteur exceptionnellement convaincant, intelligent, sympathique, hyperactif et débordant d'énergie n'en est pas à sa première escroquerie.

En effet il a pu, en 1976, accéder au poste de secrétaire régional de la CNT de Catalogne, et en 1978, le voilà secré-

taire confédéral pour toute l'Espagne (titres dont il est déchu, mais que, bien sûr, en 2005, les médias ne manquent pas de rappeler avec une évidente délectation). C'est bien sûr un passé fictif (lui aussi) d'héroïque résistant au franquisme qui lui a valu une popularité certaine au sein du mouvement libertaire en pleine reconstruction (Franco meurt en 1975) et qui compte, à côté de militants historiques, un grand nombre de nouveaux adhérents qu'il est facile de duper.

Politiquement, idéologiquement, on voit bien tout le bénéfice que certains vont retirer de cette énorme escroquerie commise par un ancien secrétaire confédéral de la CNT*3 : c'est, à la fois, un nouveau discrédit jeté sur le mouvement libertaire (déjà plombé par l'attentat de la Scala et les querelles internes) en même temps qu'un coup bas porté à tous ceux qui voudraient interroger le passé récent de la période franquiste, dans la mesure où – l'affaire Marco le prouve – même la déportation peut faire l'objet de manipulations et de mensonges.

Mais le propos de Javier Cercas n'est pas à proprement parler politique. Son entreprise littéraire vise, entre autres, à établir une biographie non romancée de Marco, en démentant ses assertions par des documents, des témoignages ou en effectuant des recoupements qui contraignent le mythomane à reconsidérer à la baisse sa pseudo-vie héroïque. Bien que ses interviews contribuent à dévoiler ses diverses supercheries, Marco s'y prête volontiers, puisque cela le met, malgré tout, au centre de l'attention, en tant que sujet de roman, sous le « feu des projecteurs », chose qu'il aime par-dessus tout.

Il ressort de ces entretiens que les mensonges de Marco comportent souvent une modeste part de vérité. Il a certainement été un jeune anarchiste enthousiaste, élevé dans un milieu ouvrier proche de la CNT (le père et

un oncle étaient adhérents), il a peut-être participé aux côtés de son oncle aux journées de Juillet 36 (à l'âge de 15 ans) et, selon Cercas, sa présence est un temps avérée sur le front de la Sègre, dans les rangs de la 26e division. Prétendument blessé (rien n'est moins sûr), il regagne Barcelone en janvier 39 peu de temps avant la chute de la ville. On peut considérer que sa vie militante s'arrête là (il a 18 ans) et que, à l'instar de beaucoup d'autres, il va tenter de passer inaperçu pour échapper à la répression. En avril 1941 (il a 20 ans), convoqué par les autorités militaires pour régulariser sa situation, son passé ne semble pas avoir été connu et rien n'est retenu contre lui. Cercas attribue l'heureux résultat de cette convocation au génie de charlatan et d'embrouilleur hors pair de Marcos, mais on peut envisager aussi une autre hypothèse... En novembre 1941 (alors que l'armée ne l'a toujours pas appelé sous les drapeaux), Marco décide de s'engager comme travailleur volontaire pour l'Allemagne (salaire élevé). Il est embauché avec contrat par la firme Deutsche Werke Werft de Kiel comme mécanicien. Pour avoir tenu des propos séditieux auprès de camarades de travail, il est poursuivi pour haute trahison envers le IIIe Reich. Emprisonné à Kiel, il est libéré au bout de 7 mois, le procureur ayant abandonné les poursuites. Cercas s'interroge sur les raisons qui ont pu pousser un procureur allemand à abandonner les poursuites, sans donner de réponse.

C'est bien sûr cet emprisonnement à Kiel que Marco transformera en temps passé en camp de concentration, quand il se sera découvert une vocation tardive de déporté. A l'été 43, Marco rentre en Espagne.

La version héroïque de sa vie est bien différente. La voici. Après avoir prétendument fait partie de l'UJA, éphémère groupe de résistance au franquisme démantelé à l'été 39, il aurait rejoint la France pour continuer le combat, se serait fait arrêter par la Gestapo et aurait été déporté à Flossenbürg*4 où il serait resté jusqu'à la libération du camp en 45.

En réalité, de 1943 à 1975, Marco va

mener la vie très ordinaire d'un sujet lambda sous la dictature (il subira quelques jours de prison pour vol en 1949 ; c'est ce qu'il transformera par la suite en activité libertaires antifranquistes). Il deviendra même, dans les années 60, un artisan mécanicien relativement prospère.

Au tournant des années 70, son besoin irréprouvable d'être admiré, reconnu, le conduit à construire le personnage de résistant antifranquiste qu'il prétend être. Un petit nombre de jeunes gauchistes issus de la bourgeoisie barcelonaise, éblouis par son passé glorieux vont contribuer à répandre sa légende dans certains milieux. A l'époque il se fait appeler Enric Durruti (il serait de la famille...), il aurait bien sûr fréquenté Quico Sabaté. Puig Antich aurait été de ses amis...

Comment un homme au passé antifranquiste plus que douteux et qui n'avait maintenu aucun lien avec la CNT pendant plus de 40 ans a-t-il pu obtenir un mandat confédéral ?

On peut regretter que Cercas évacue trop rapidement la thèse de la manipulation policière ; cela dénote peut-être chez l'auteur une certaine naïveté politique. En effet, comment les services (spéciaux) de police auraient-ils pu « rater » un tel individu ? Eux dont l'une des missions essentielles consiste à collecter les petits secrets gênants, les failles embarrassantes de tout un chacun et des militants en particulier (pour pouvoir les faire chanter au besoin)*5. Comment auraient-ils pu négliger d'exploiter un pareil filon ? La construction du personnage s'est faite sans doute avec leur aval, en tout cas, aucune « fuite officielle » n'est venue démentir la fiction.

Face au danger mortel que la reconstruction de la CNT représentait pour lui, l'Etat avait tout intérêt à encourager l'ascension d'un tel individu avide de reconnaissance et d'admiration, soucieux d'apparaître toujours au premier plan. Son narcissisme paroxystique en faisait un homme fragile et donc obéissant puisque, à tout moment, ceux qui savaient pouvaient détruire le personnage auquel il avait fini sans doute par croire quelque peu lui-même.

Après avoir été écarté de la CNT*6,

Marco sera un moment vice-président d'une association de parents d'élèves, mais il va bien vite retrouver la gloire et l'attention des médias en devenant la « rock star de la mémoire ». Ce sera son escroquerie la plus aboutie et la plus infâme sans doute.

Cercas réfute l'idée de manipulation policière et attribue aux seuls « mérites » de Marco, excellent menteur, son incroyable ascension médiatique. Il voit aussi dans cette fable pathétique, la personnification, l'incarnation d'un désir « a posteriori » d'avoir appartenu à la résistance antifranquiste, les petits mensonges de beaucoup (beaucoup d'Espagnols arrangeront quelque peu leur biographie après la mort de Franco) entraînant en quelque sorte le gros mensonge d'un seul. Cette approche n'est pas sans intérêt, mais on peut penser plus prosaïquement que l'affaire Marco restera dans les annales comme l'exemple réussi d'une « opération de déstabilisation » à double effet : décrédibiliser un mouvement d'opinion favorable au réexamen du passé franquiste et nazi, porter gravement atteinte au mouvement libertaire*7.

L'affaire Marco, au-delà de son côté anecdotiquement tragique pose aussi le problème du mode d'organisation du mouvement libertaire. Une organisation pyramidale, quels que soient les garde-fous qu'elle tente de mettre en place pour se rassurer (mandats précis, révocabilité de principe,...), permet toujours, dans les faits, l'ascension d'individus malfaisants, qu'ils soient simples histrions ou infiltrés. L'horizontalité organisationnelle est de nature à limiter ce genre d'intrusion. Sans « trône » à conquérir, sans titre ronflant à exhiber, dans l'anonymat militant, les velléités des narcisses en puissance s'affaissent d'elles-mêmes, et même si une infiltration est toujours possible, l'activité que les infiltrés doivent déployer pour contrôler ou casser est infiniment plus coûteuse.

« *Combat syndicaliste* » est devenu « *Anarchosindicalisme !* » à partir de son numéro 101). L'article est consultable sur le « *Forum anarchiste* », rubrique « *Histoire de l'anarchisme* » ou : <http://forum.anarchiste.free.fr/viewtopic.php?f=5&t=9793&p=160856&hilit=marco#p160856> ainsi que sur http://seenthis.net/messages/414697#message414698_-2. De son vrai nom Enrique Marcos, l'imposteur a catalanisé son nom en Enric Marco. _3.- Si, quand il était à l'honneur, les médias n'ont jamais senti le besoin de rappeler que Marco avait été un des responsables de la CNT, une fois sa supercherie découverte, ils se sont précipités pour publier cette information. Par contre, ils ont tous, ou presque, oublié de mentionner qu'il avait été exclu de la CNT dès 1979 et qu'il avait été l'un des principaux fondateurs de la CGT. Deux « détails » certainement sans importance. La palme de la désinformation revenant au Monde dont l'éditorial (13 mai 2005) pouvait laisser entendre que Marco était toujours secrétaire national de la CNT. _4.- Un des camps nazis les moins connus. Il faut être assez versé en histoire pour savoir que pas un seul des Espagnols qui y sont passés n'a survécu. Ainsi, Marco ne risquait-il pas de rencontrer le moindre témoin gênant. _5.- C'est dans des archives ministérielles que l'historien qui a fait éclater l'affaire a trouvé, soigneusement rangé à sa place, le dossier concernant la vie de Marco dans les années 40. La police ne pouvait donc ignorer l'imposture. _6.- Des militants de l'exil parmi les plus connus n'étaient pas sans interrogations sur le personnage, de même que des militants de l'intérieur. Ainsi, en 1984, Juan Gomez Casas, lui aussi ancien secrétaire confédéral, demandait publiquement, dans son ouvrage « *Relanzamiento de la CNT, 1975/1979* », « *Qui est Marcos ?* ». Il concluait « *cet individu une fois parvenu, à force de mensonges, à obtenir la confiance des anarchosindicalistes, n'a eu de cesse de les trahir* » _7.- Par ses mensonges et ses tromperies, Marco fut un des principaux protagonistes de l'éclatement de la CNT et de la création d'une organisation concurrente (mais profondément réformatrice derrière les couleurs d'usage) la CGT espagnole. Cette dernière continua à justifier son fondateur lorsque l'imposture fut découverte. Ainsi, « *Rojo y Negro Digital* », publication de la CGT, écrivait le 12 mai 05, sous la signature de Rafael Cid et sous le titre « *Moi non plus je n'étais pas à Mauthausen* » (ce dont on se doutait d'ailleurs) que Marco avait menti... « par solidarité avec les victimes » !

_1.- Sur cette triste affaire, nous avons publié dans « *Le Combat syndicaliste* » de Toulouse (N°92, , pages 18 et 19) l'article « *Un imposteur nommé Marcos* ». (N.B. : « *Le*

POINT SUR LA REPRESSION DANS L'ETAT ESPAGNOL

Le 28 octobre 2015 a eu lieu l'opération « *Pandora II* », avec neuf personnes détenues par les Mossos d'Esquadra*1 après que leurs domiciles, ainsi que l'Athénée Libertaire de Sants, aient été fouillés et pillés. Le juge a décrété la libération conditionnelle de deux d'entre eux, la libération sous caution (avec des cautions allant de 3 000 à 4 000 euros) de six personnes, et la détention préventive du compagnon Quique, avocat de l'opération « *Pandora I* », qui a passé 22 jours en prison.

Une semaine après, le 4 novembre 2015, a eu lieu l'opération « *Ice* », avec six membres du collectif « *Straight Edge Madrid* » détenus, dont quatre sont sortis le matin du 5 novembre contre une caution totale de plus de 20 000 euros, les deux autres ayant été placés en détention provisoire avec un « secret de l'instruction » poussé à l'extrême (les pièces n'ayant été communiquées ni aux inculpés ni à leurs avocats). L'une d'entre elles est sortie de prison le 20 novembre, tandis que la dernière personne se trouve encore incarcérée à Navalcarnero (Madrid).

Ces deux affaires sont la continuation de différentes opérations menées par le passé en Espagne : elles sont toutes caractérisées par une ligne judiciaire et des procédures similaires.

Le 16 décembre 2014, 11 anarchistes sont arrêté•e•s à Barcelone, Sabadell, Manresa et Madrid, dans la première partie de l'opération Pandora. La police fouille des athénées libertaires, des squats ainsi que leur domicile. De ces détenu•e•s, sept sont envoyé•e•s en prison préventive où ils passent un mois et demi avant de sortir le 30 janvier, toujours avec un « secret » extrême et sous caution (3 000 euros par personne).

Trois mois et demi après, le 30 mars 2015, 39 personnes sont détenues dans les villes de Madrid et Palencia, dans le cadre de l'opération « *Piñata* ». En plus, les policiers fouillent 11 domiciles et six centres sociaux autogérés dans ces deux villes ainsi qu'à Grenade et Barcelone. L'objectif réel de l'opération était de pouvoir accuser 15 personnes d'appartenance à une organisation à finalité terroriste ; les autres per-

sonnes sont arrêtées pour des délits de résistance à l'autorité pendant les perquisitions dans les centres sociaux et d'usurpation d'identité. De ces 15 dernières personnes, 10 ont été relâchées en attente de jugement sous contrôle judiciaire, et les cinq restantes sont envoyées en prison préventive. Trois d'entre elles sortent après deux mois (en attente de jugement et sous contrô-



le judiciaire) ; les deux autres, après un mois.

Enfin, la première de ces opérations est l'opération « *Columnas* », le 13 novembre 2012, avec l'arrestation de cinq personnes, dont trois sont relâchées sans poursuites tandis que les deux autres, Mónica Caballero et Francisco Solar, sont encore aujourd'hui en prison préventive en attente de jugement. Elles sont accusées tout à fait faussement d'appartenir au groupe « *Mateo Morral* », un groupe parfaitement inconnu de l'ensemble du mouvement libertaire, qui aurait revendiqué une bombe dans la Basilique du Pilar (Zaragoza).

Toutes ces opérations policières sont justifiées en accusant les divers•e•s détenu•e•s d'« appartenance à une organisation criminelle à finalité terroriste », à savoir de faire partie du groupe GAC (Groupe Anarchiste Coordonné), un réseau de coordination créé en 2012 par plusieurs groupes anarchistes en Espagne*2, dont le but exclusif est la diffusion des idées anarchistes, mais qui a été intentionnellement et artificiellement associé par les forces de police à la signature « *FAL-FRI* » que quelques groupes utilisent au niveau international pour revendiquer des actions de sabotage et qui est considérée dans l'UE comme une organisation terroriste.

Les indices qu'utilise le juge pour déterminer la finalité terroriste du groupe GAC sont entre autres que : les accusé•e•s utilisaient le réseau de courriels sécurisé Riseup et que certain•e•s étaient en possession d'un livre écrit par les GAC intitulé « *Contra la Democracia* ». Certain•e•s ont aussi été inculpé•e•s pour des actes qui pourraient être qualifiés de sabotage de basse intensité, comme le fait de brûler des distributeurs automatiques de billets, mais qui, dans le contexte d'une « organisation terroriste », prennent tout de suite une ampleur sans commune mesure.

Toutes ces procédures judiciaires et toute cette répression, avec un total de 63 arrestations d'anarchistes en moins d'un an, ne peuvent s'expliquer que par une volonté politique. À partir de 2011 avec le mouvement des Indignés, également connu sous le nom de 15 M, la montée des mouvements sociaux en Espagne s'est vue opposer une réaction répressive visant tout type de mouvement ou protestation, pacifique ou « violent ». On a ainsi pu assister à une tentative de diabolisation, en les qualifiant de « terroristes », d'un grand nombre de groupes, mouvements et individus, comme la PAH (Plataforma de afectados por las hipotecas)*3 à cause de leurs piquets de protestation devant les maisons des politiciens responsables des expulsions... Et aussi comme les anarchistes, transformés en

terroriste », prennent tout de suite une ampleur sans commune mesure.

Toutes ces procédures judiciaires et toute cette répression, avec un total de 63 arrestations d'anarchistes en moins d'un an, ne peuvent s'expliquer que par une volonté politique. À partir de 2011 avec le mouvement des Indignés, également connu sous le nom de 15 M, la montée des mouvements sociaux en Espagne s'est vue opposer une réaction répressive visant tout type de mouvement ou protestation, pacifique ou « violent ». On a ainsi pu assister à une tentative de diabolisation, en les qualifiant de « terroristes », d'un grand nombre de groupes, mouvements et individus, comme la PAH (Plataforma de afectados por las hipotecas)*3 à cause de leurs piquets de protestation devant les maisons des politiciens responsables des expulsions... Et aussi comme les anarchistes, transformés en

Toutes ces procédures judiciaires et toute cette répression, avec un total de 63 arrestations d'anarchistes en moins d'un an, ne peuvent s'expliquer que par une volonté politique. À partir de 2011 avec le mouvement des Indignés, également connu sous le nom de 15 M, la montée des mouvements sociaux en Espagne s'est vue opposer une réaction répressive visant tout type de mouvement ou protestation, pacifique ou « violent ». On a ainsi pu assister à une tentative de diabolisation, en les qualifiant de « terroristes », d'un grand nombre de groupes, mouvements et individus, comme la PAH (Plataforma de afectados por las hipotecas)*3 à cause de leurs piquets de protestation devant les maisons des politiciens responsables des expulsions... Et aussi comme les anarchistes, transformés en

nouveaux monstres terroristes antidémocratiques avec le prétexte des GAC, un réseau de coordination métamorphosé tout d'un coup par le pouvoir en groupe terroriste.

Par ailleurs « le code pénal espagnol, jusqu'à la réforme de l'année 2010, punissait les délits d'appartenance à une bande armée, en soulignant le fait que le groupe en soi devait être armé pour être considéré comme dangereux. Mais la réforme a fait passer de la notion de « bande armée » à celle « d'organisation terroriste », établissant que le terrorisme devait : 1) avoir pour finalité politique de subvertir l'ordre institutionnel, 2) avoir des moyens violents et 3) être organisé »*4

Pour écrire aux compagnes et compagnons :

- Juan Manuel Bustamante Vergara
C.P. Madrid IV, Navalcarnero.
Ctra. N-V, km. 27.7
28600 Navalcarnero
Madrid, (España).
- Mónica Caballero Sepúlveda
C.P. Villabona
Finca Tabladiello s/n
33422 Villabona-Llanera
Asturias, (España).
- Francisco Solar Domínguez
C.P. Villabona
Finca Tabladiello s/n
33422 Villabona-Llanera
Asturias (España).

violence est-il nécessaire pour qu'on nous qualifie de terroristes ? Un blocage d'une entreprise pendant une grève générale ? Barricader une route ? Ou

l'utilisation d'engins incendiaires pour détruire des distributeurs automatiques de billets ?

Pendants des années l'État s'est servi des organisations armées comme ETA ou le GRAPO avec lesquelles il pouvait maintenir sa position de médiateur indispensable après les périodes sanglantes de la guerre civile et de la dictature, et avec lesquelles il a pu justifier les mesures de sécurité qui lui ont servi à combattre « l'ennemi

intérieur » et à réprimer tout type de dissidence politique.

Mais maintenant que ces deux bandes armées ont disparues, les forces et corps de sécurité de l'État ont créé,

avec la collaboration des médias, la figure des nouveaux terroristes, des nouveaux ennemis intérieurs du système dominant grâce auxquels ils pourront justifier leurs postes de travail et créer un climat de peur leur permettant d'adopter des mesures de contrôle social, et de criminaliser plus facilement les mouvements sociaux et les exclu•e•s de la population en les cataloguant comme terroristes.

Les dernière•e•s détenu•e•s de l'opération « Pandora II » résumant très bien cette situation : « (...) l'organisation terroriste est construite, modifiée et amplifiée par l'action policière elle-même, et non l'inverse. La "lutte contre le terrorisme" crée le terrorisme, de la même façon que la loi crée le délit. »

NI INNOCENT•E•S NI COUPABLES, SIMPLEMENT ANARCHISTES

- 1.- Police régionale catalane. 2.- Communiqué de création du GAC, voir en espagnol : <http://www.alasbarricadas.org/noticias/node/21244> . 3.- Organisation de résistance aux expulsions (de logements). 4.- Extrait traduit de : Daniel Amelang López, 2015 « Abriendo la caja de Pandora ». Periodico Diagonal.

C'est une définition très ambiguë, conçue pour élargir le spectre des conduites et actes pouvant être qualifiés de terrorisme. Que signifie « subvertir l'ordre institutionnel » ? Quel degré de

RETOURS DE SYRIE

Quelques uns de nos chers députés « républicains » et « socialistes » ou assimilés sont partis en voyage diplomatique dans un pays en pleine guerre civile, où depuis plus de quatre ans, s'enchaînent, des meurtres ciblés, des massacres de masse d'humains hommes, femmes, enfants, vieillards... personne n'est épargné.

Le responsable principal de ces tueries est connu de tous : c'est le dernier des Al-Assad, dictateurs de père en fils, le « digne » héritier du trône de son père, Bachar, le boucher. Presque 200 000 morts. Plus de 11 millions de Syriens fuyant sa guerre.

Le cri du peuple était « *Bachar dégage* » et la réponse de Bachar, « *Je reste et je vous tue* », avec la complicité passive (et parfois) active de ce que l'on ose appeler la « communauté internationale ».

Des députés français sont dont allés ni plus ni moins que discuter avec ce meurtrier, celui qui terrorise une grande partie des Syriens. Après le ser-

rage de paluches tachées de sang, leur conversation amicale et chaleureuse, comme il se doit, à pu démarrer.

Mais que peut-on retenir de ce déplacement, pas si imprévu que ça, et loin d'être le premier ?

Pour les députés, finalement, pas de vrai problème, il est tout à fait normal qu'un type reste au pouvoir par la force brutale des choses. Républicains et socialistes n'y voient rien de choquant. D'injuste ? Non plus ! Nos députés, ce sont de solides politiciens, ils ont le cœur bien accroché, ils sont très habitués aux massacres, enfin aux massacres des autres, (car, si les massacres les

touchaient eux, leurs petites familles et leurs copains, ce serait autre chose : quant on voit tout le foin qu'ils ont fait pour une simple chemise de DRH arrachée...).

C'est vrai qu'ils ont pris l'habitude tout au long de l'histoire, de contempler sans sourciller des massacres les uns après les autres (en Indochine, en Algérie, au Rwanda, au Mali,...). Et l'habitude est une deuxième nature.

Récapitulons.

En février, des parlementaires avec en tête Monsieur Bapt (député de la Haute-Garonne), ont souhaité rencontrer des personnalités du régime, des proches de Bachar. Les acolytes de ce député, quant à eux, ce sont bien entretenus avec le président syrien. Bapt, président de Amitié France –Syrie était entouré notamment du député Jacques

Myard (député L.R. des Yvelines) qui savait très bien où il voulait en venir : « *Un compromis avec le régime Bachar al-Assad pourrait faire baisser la tension et permettre une transition politique avec le soutien russe.* »

Puis en juillet c'est au tour des démocrates chrétiens, avec Jean-François Poisson (député des Yvelines, chef du Parti chrétien démocrate) de faire le pèlerinage à Damas. Et, là, notre Poisson ne comprend pas, il ne comprend pas pourquoi les Syriens appellent leur dictateur Bachar-le-boucher : « *Entre l'image de boucher et celui que j'ai rencontré, on ne doit pas parler du même homme, s'enthousiasme le député.* » écrit Le Figaro.

En grand humaniste chrétien, en grand démocrate ce petit Poisson de la politique affirme, au sujet des barils d'explosifs balancés par les sbires de Bachar sur la population, pour écraser la contestation : « *Même si c'est vrai, ce dont je me mets à douter après plusieurs témoignages, c'est une guerre et il peut y avoir des épisodes contestables* » et d'ajouter « *Il [Bachar] n'a pas l'intention de faiblir, il consacre son énergie à défendre son pays, ce qui n'est pas contestable* ».

De toute évidence, les démocrates chrétiens peuvent crier à l'horreur face aux crimes de Daesch, mais fermer les yeux sur les autres massacres, ou, tout au plus les déclarer « *contestables* » (ce qui, a contrario, laisse entendre qu'il y aurait des massacres qui ne le seraient pas...) avant de les excuser par la mise en avant, cette fois-ci tout à fait incontestable de la défense de son pays.

Décidemment, J-F Poisson aurait mieux fait de rester dans son bocal du Palais-Bourbon.

Et ce n'est pas fin. En octobre, c'est

le tour des députés Véronique Besse (Députée de la Vendée, Mouvement pour la France et une des fondatrices du Puy-du-Fou) et Xavier Breton (Député de l'Ain, LR), d'y aller, mais toujours avec le même son de cloche : « *Bachar El-Assad fait partie de la résolution du conflit syrien* ».

Nous, on croyait, bêtement certainement, que Bachar faisait surtout partie de l'origine du problème !

Et bien non, on peut arrêter arbitrairement, torturer et mutiler, assassiner en masse ou au détail – en un mot, terroriser tout en déclarant le moindre

opposant « terroriste » - on peut monter les fractions de la population les unes contre les autres pour qu'elles s'entre-tuent en fonction de leur confession ou de leurs origines géographiques (alaouites, sunnites, chiïtes, kurdes, druze, etc.), on peut

détruire méthodiquement les villes et villages... et faire partie de la solution...

Il est clair que ces allers retours de tous ces politiciens, diplomates et autres « *personnalités* » (et pas seulement ceux cités ci-dessus) vers la Syrie en ruines, tous ces retournements, ces manigances et ces alliances n'ont fait que mettre un grand coup d'arrêt au « *printemps arabe* », à ce qui était un véritable début de processus révolutionnaire dans cette région du monde depuis 2011.

L'aide apportée directement par plusieurs Etats au fascisme islamique de Daesch (et autres groupes islamiques fanatiques), l'aide apportée tout aussi directement par quelques autres Etats (et sournoisement par beaucoup) à Bachar, l'absence totale de soutien au mouvement populaire (ne serait-ce que pour lui assurer un minimum de protection contre son exter-

mination) ont tué la lueur d'espoir pour tous les opprimés qui s'était allumée en Syrie.

Une fois de plus, les puissances dites démocratiques font comme celles qui ne prennent même pas la peine de se revendiquer de la démocratie. Elles appliquent toutes la même ligne politique : soutenir les pires régimes dictatoriaux plutôt que de laisser la moindre opportunité de libération aux populations. « *Plutôt Franco que la révolution* », disaient déjà en 36 les « *démocrates* » français, anglais, américains...

Refusant, de fait, le moindre soutien sur place aux opposants à la féroce dictature de Bachar-le-boucher, les puissances occidentales refusent tout autant d'assurer un accueil digne aux foules qui, par leur faute, sont obligées de quitter la Syrie pour échapper à une mort aussi atroce que certaine. Elles construisent plus de murs que de centres d'accueil.

« *Chez nous* », après quelques paroles bien senties sur le nécessaire accueil de réfugiés, le temps d'apaiser l'indignation soulevée par tant de morts, c'est l'incurie la plus totale (rien n'est réellement organisé pour assurer cet accueil) et, pire, c'est souvent à un véritable harcèlement que les que les réfugiés Syriens sont soumis. Leurs conditions de vie sont souvent déplorables. Quand il n'y a pas des initiatives individuelles ou associatives de soutien, elles peuvent même être dramatiques.

Mettre un coup d'arrêt à la guerre, à toutes les guerres, n'est pas un enjeu pour les élites. Donner un logement correct, permettre aux réfugiés un nouveau redémarrage dans la vie, non plus.

Nous appelons chacun à sa responsabilité. Montrons notre détermination à vouloir la paix et la liberté. Soutenons les opprimés. Personne ne choisit l'Etat où il naît. Les murailles et barbelés édifés par les élites (qui, il y a très peu de temps, quand cela potentialisait leur commerce, n'avaient que les mots « *libre circulation* » à la bouche), les murs idéologiques et religieux, font, comme Bachar en Syrie, partie du problème, pas de la solution.



VIENT DE LA PAGE 20

ceux qui sont autour au point de vue chauffage. Mais ça, le logeur supposé social s'en moque. Faire des trous dans la façade d'un immeuble, dans un quartier sensible, ça ne peut que contribuer au sentiment d'insécurité. Mais ça aussi, ou Habitat s'en moque, ou ça fait partie de sa stratégie. Il n'y a pas si longtemps, la Mairie (Moudenc) et Habitat (Biasotto, adjoint de Moudenc) dénonçaient le soi-disant mauvais état du bâtiment, ce dont ils voulaient tirer argument pour en chasser les occupants (voir l'encadré). Loin de l'améliorer, ce qui était facile (ce que les Syriens ont fait eux-mêmes d'ailleurs), c'est la voie de la dégradation que les deux compères ont choisi. Et pour que leur dégradation volontaire ne soit pas réparée, pour que l'appartement ne soit pas remis en état, Habitat paye jour et nuit des vigiles pour surveiller le début de ruine qu'il a ainsi créé

Il n'y a la ni le moindre courage ni la moindre dignité.

Ni beaucoup de franchise : rappelons qu'Habitat Toulouse avait lancé en référé (c'est-à-dire de toute urgence) une procédure d'expulsion à l'encontre des réfugiés Syriens. Ce procès honteux avait été finalement fixé au 6 novembre, au Tribunal d'instance. Il a été reporté séance tenante au 8 janvier 2016... à la demande d'Habitat Toulouse ! Manifestement, les arguments juridiques soulevés par les deux défenseurs de l'ensemble des familles syriennes menacées (Maitres Caséro et Avenas) donnent du fil à retordre à Habitat, qui trouve tout d'un coup que l'expulsion, en réalité, n'est pas si urgente que ça.

Pendant ce temps, pendant que certains s'acharnent à détruire, la solidarité continue. Chacun, de près ou de loin, d'une façon ou d'une autre, peut y participer. Vous pouvez suivre l'actualité sur le facebook cnt ait toulouse.



VARIA - VARIA - VARIA - VARIA - VARIA

BIENVENUE A L'ALR ET A SON JOURNAL

« *L'Action Libertaire Ruthénoise* [vient de se constituer] dans l'objectif de diffuser l'idéal anarchiste à l'échelle de la commune de Rodez et de ses environs. ... nous aspirons à l'avènement de *L'Anarchie: Une société anti-autoritaire, dépourvue de toute forme d'Etat, de gouvernement et de propriété privée, organisée de manière horizontale, autogérée, égalitaire et solidaire par les individus eux-mêmes, émancipés, et sans recourir à des institutions représentatives.* ». L'ALR a son propre journal : le Réfractaire.

LES LOCAUX DE L'ALEPE (DÉTRUITS PAR UNE DÉLÉGATION SYNDICALE AGRICOLE

Le lundi 9 novembre 2015, vers 11 heures du matin, un commando d'agriculteurs se réclamant de la coordination rurale a fait irruption dans les locaux de l'association lozérienne pour l'étude et la protection de l'environnement sise à Balsièges.

Après avoir séquestré le personnel salarié au travail, ils ont violemment saccagé le bureau en jetant à la figure du personnel des carcasses de brebis pleines d'asticots, en piétinant les écrans d'ordinateurs et en jetant du matériel et des dossiers par la fenêtre.

Les forces de l'ordre, qui apparemment n'étaient pas très loin, ne sont pas intervenues. Il est vrai que pour ce qui concerne le respect de l'environnement, il n'y a pas d'urgence...

BEZIER

Depuis les dernières municipales, M. Ménard est le maire de Béziers. Le maire ? Nous devrions plutôt dire le roi de Béziers, tant les provocations médiatiques de ce personnage, ses décisions arbitraires touchant tout à la fois à la vie quotidienne des biterrois qu'à l'image de la ville sont fréquentes (interdiction du linge aux fenêtres, armement de la police municipale avec une campagne de pub très provocante, inauguration d'une stèle ou de rues portant des noms d'anciens OAS etc. etc.).

La volonté de M Ménard de faire de Béziers une ville « propre », c'est-à-dire débarrassée de ses pauvres et ses immigrés est évidente. Sa dernière provocation : l'interdiction d'un festival anti-fasciste qui devait se tenir dans des locaux appartenant à un association au motif que ces locaux ne seraient pas aux normes !

Malgré l'interdiction du maire, la réunion s'est tenue à Béziers et a connu un vrai succès populaire.

ANDRÉ ANGLADE

André Anglade, Dédé, le « bouquiniste de la rue Merly » s'est éteint. Issu de ce que l'on pourrait appeler le quart-monde, Dédé s'était engagé adolescent dans la Résistance. Il y avait rejoint les rangs du PC. Ne connaissant rien d'autre, il y était resté des années, jusqu'à ce que, devenu sur le tard bouquiniste, il tombe sur un ouvrage anarchiste. Ce jour là, disait-il, j'ai compris que je n'étais pas un rêveur (ce qu'on lui disait dans sa cellule), j'ai compris que j'étais anarchiste. Ayant acquis au fil des ans une culture littéraire exceptionnelle, André prêtait ou donnait bien des ouvrages de sa bouquinerie à des jeunes (et des moins jeunes) auxquels il faisait découvrir un auteur. Dès qu'il se sut anarchiste, André Anglade se rapprocha de nous et fut un lecteur constant de la CNT-AIT. Ses critiques étaient toujours amicales. *Anarchosyndicalisme !* perd, avec André Anglade un véritable compagnon.

F

LA PLANETE SAUVÉE

Le député du Var, Ph. Vitel demande à chacun de « faire pipi sous la douche » pour économiser l'eau ». Et pourquoi pas pisser dans un violon ? On nous amuse avec des mesurette mais on laisse les industriels agricoles pro-barrage de Sivens et autres industriel gâcher tout ce qu'ils veulent.

LA DESTRUCTION DE HLM SE POURSUIT



Enfin, dans ce titre nous exagérons un peu, ça n'a pas été exactement « pendant ».

Ça été un peu avant, et « ça » promet de se poursuivre après si l'on n'y fait rien. Oui, la destruction du bâtiment dans lequel logent des familles syriennes réfugiées à Toulouse a commencé avant la minute de silence du 16 novembre et Habitat-Toulouse, propriétaire des murs, entend manifestement la poursuivre après.

Regardez la photo.

Ces femmes et hommes syriens, beaucoup d'âge mur, certains très âgés, ont tenu à manifester leur rejet total des attentats de Paris et leur soutien à toutes les victimes, le 16 novembre à midi, avec une minute de silence, en compagnie de leurs deux avocats. Il y a là beaucoup de courage (ils s'exposent à des représailles). Il y a là beaucoup de dignité.

Maintenant regardez, au-dessus des têtes. Regardez le bâtiment. Il y a trois grands trous béants au côté gauche. Ce sont deux fenêtres et une porte fenêtre qui ont été arrachées pour, avec d'autres des-

tructions, rendre l'appartement inhabitable. Par qui ? Pourquoi ?

Par qui ? Mais par Habitat-Toulouse, le bailleur supposé social.

Pourquoi ? Parce qu'une famille, défendue par un autre avocat, ayant accepté de partir en CADA (centre « d'accueil » officiel de demandeurs d'asile), l'appartement s'est trouvé momentanément libre (il y pourtant tant de gens qui dorment à la rue !) et qu'Habitat a sauté sur l'occasion pour le détruire.

Enlever des portes et des fenêtres dans un appartement, c'est, en plein hiver, fragiliser tous

SUITE EN PAGE 19

FOLIE DESTRUCTRICE

Imaginez. Imaginez, qu'un jour, un individu vous raconte qu'il a trouvé quelques rats et quelques prises électriques défilantes dans sa villa, et qu'à cause de ça, il l'a faite détruire à la pelleteuse. Vous concluez immédiatement que vous avez affaire soit à un gros mytho soit à un grave cinglé.

Et pourtant. Pourtant, c'est parce que dans tel immeuble il y avait des blattes et que dans tel autre des prises électriques étaient esquinées que nos politiciens nous expliquent qu'ils ont envoyé des pelleteuses détruire plus d'un millier d'appartements HLM rien qu'à Toulouse. L'immeuble des Izards, habité maintenant par des familles de réfugiés Syriens était du prochain lot de ces HLM promis à la casse. Il a été réhabilité par ses nouveaux habitants. La vie s'y organise. Les enfants sont scolarisés. Des cours de français pour les adultes vont avoir lieu... qu'à cela ne tienne, le pouvoir a inventé un nouveau truc démentiel. Imaginez-vous qu'il veut les reloger... à 500 km d'ici (c'est du moins ce qui a été proposé à une famille cette semaine)*1.

Petite note de dinguerie supplémentaire, alors qu'il veut expédier les Syriens de Toulouse dans le nord du pays, l'Etat fait venir des réfugiés du nord du pays... à Toulouse. Et comme rien n'est trop grotesque, il a loué pour cela, à l'année, un jet privé (coût : 1,5 millions d'euros pour l'année).

Bafouer l'Humanité en insultant la Raison voilà la performance actuelle de l'Etat-Casseur qui verse des larmes de crocodile sur les catastrophes dont il est le premier responsable.

*1.- Quand cet article a été publié sous le titre « L'Etat c'est la catastrophe » dans « Un autre futur », le gratuit de la CNT AIT de Toulouse (début nov. 2015), Habitat n'avait pas commencé la destruction du HLM des Izards.